



RAPPORT D'ACTIVITE 2025

Ce document sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du Grdr du 28 juin 2025. Cette version est encore provisoire. Son contenu est susceptible d'évoluer en fonction des recommandations de l'Assemblée Générale.

16/06/2026

Grdr Siège social

26 bis, rue Kleber | 93100 Montreuil | France
Tél +(331) 48 57 75 80 | Fax +(331) 48 57 59 75

grdr@grdr.org
www.grdr.org

Association loi 1901. N° de Siret : 310 270 640 00082

Note à l'attention du lecteur

Après l'introduction et un point sur la vie associative, l'activité 2025 est présentée sous deux angles :

- La première partie est consacrée à la réflexion de fond sur des sujets et enjeux que nos équipes soulèvent au quotidien. Toutes les thématiques ne peuvent malheureusement pas être abordées, le choix a été fait de mettre l'accent sur des actualités importantes de l'année 2025 :
 - o Diplomatie & Diasporas : l'autre fabrique de la paix ;
 - o La place des associations dans les territoires – soutenir les initiatives associatives.
- La seconde partie plus quantitative et géographique, synthétise nos principales réalisations dans chaque pays.

Ces deux parties, complémentaires, résument l'activité annuelle du Grdr.

Nos parutions et la vie de nos réseaux sont présentées en fin de rapport.

LA VIE ASSOCIATIVE DU GRDR

Le Grdr est une association internationale de solidarité. Ses adhérentes et adhérents, ses sympathisantes et sympathisants et ses salariées et salariés vivent dans les différents territoires d'action du Grdr, en France comme en Mauritanie, au Mali, au Sénégal, en Guinée-Bissau, en Guinée, en Tunisie et en Algérie. Ensemble, elles et ils accompagnent de nombreuses citoyennes et citoyens engagés dans la vie économique et sociale de leurs territoires, dans un contexte très dur pour les libertés publiques, notamment la liberté de circuler.

La vie associative du Grdr est donc en premier lieu locale, dans les territoires, où les adhérents et sympathisants s'organisent en relation avec les équipes salariées des antennes du Grdr. Cette organisation se fait principalement sous la forme de Conseils d'Orientation et de Suivi (COS) actifs dans 8 territoires, avec la création en 2026 d'un COS à Boké (République de Guinée). Elle prend d'autres formes comme à Nouakchott, au travers d'un Collège des adhérents du Grdr ou dans le cadre de nombreux programmes qui visent toujours à renforcer l'organisation, à former et à inspirer les sociétés civiles, souvent organisées sous statuts associatifs (cf. [Chapitre 2](#) du présent rapport d'activité).

La vie associative, c'est également l'organisation par le Grdr d'évènements touchant des publics traditionnels ou nouveaux comme les associations de différentes diasporas ou les associations de jeunes. Le Grdr se tourne en effet vers les jeunes, au travers de plusieurs projets les ciblant, avec l'objectif de leur ouvrir les dynamiques associatives dans les territoires. Notamment aux jeunes Français et Françaises « héritiers de l'immigration » parmi lesquels plusieurs leaders associatifs reconnus qui ont accédé à des postes d'élus locaux et même de maires ou d'adjoints aux maires ayant des mandats sur les questions de vie associative ou de jeunes.

Le Grdr a en effet, été fondé en 1969 par des travailleurs immigrés de première génération. Leurs enfants ont souvent poursuivi l'engagement en l'adaptant aux nouveaux contextes. Le Grdr relève maintenant le défi de créer un Grdr qui accompagne les engagements d'une jeunesse mobilisée au travers de nouveaux modes d'action où les réseaux sociaux jouent un rôle clef.

Les 5 missions des Conseils d'Orientation et de Suivi (COS) du Grdr :

Les activités du Grdr se construisent à partir des territoires sur lesquels il fonde son action, en Afrique de l'Ouest, au Maghreb et en France. Ceci fonde la légitimité de son action. Ces activités sont mises en œuvre par des équipes locales salariées avec le concours d'adhérentes et adhérents locaux, réunis au sein de Conseils d'Orientation et de Suivi (les COS). Représentants du projet associatif dans les territoires, relais auprès des autorités locales en relation étroite avec le CA du Grdr, les COS facilitent la réalisation des objectifs du Grdr à l'échelle locale.

Leur action se structure autour de 5 missions :

1. Appui-conseil à la cellule/antenne dans la diversité de sa mission
2. Participation au renforcement et à l'animation de la base associative de l'association
3. Médiation et facilitation avec l'administration et les autorités locales ;
4. Contribution aux actions de communication et plaidoyer
5. Rôle d'alerte voire de médiation en cas de difficultés dans une équipe locale.

La gouvernance centrale du Grdr (assemblée générale, conseil d'administration) est active et régulière. En 2025, l'assemblée générale a adopté un Cadre d'Intervention Stratégique(CIS) pour la période 2025-2030 et une Charte des valeurs actualisée. Le Grdr a enclenché en 2025 une rénovation de sa communication en proposant un nouveau logo, une nouvelle charte graphique et de nouveaux outils comme sa « Lettre d'information », régulière, pour tenir informés toutes celles et ceux qui suivent son activité. D'autres supports tels que le site Internet, instrument indispensable de la vie associative, sont en évolution,.

La vie associative c'est également l'appui vigilant apporté par le conseil d'administration à la direction du Grdr, dans une année 2025 riche en réorganisations internes. C'est enfin l'engagement des membres du Grdr dans les relations avec tous ses partenaires, dans le monde associatif, comme dans les collectivités locales et les institutions nationales.

LES FONDS D'APPUI AUX INITIATIVES DES COS

Un fonds d'appui pour soutenir la vie associative à l'échelle locale

En 2025, le Grdr a poursuivi son fonds d'appui destiné à financer des initiatives portées par les COS afin de renforcer la vie associative et l'ancrage territorial. Cette dynamique a suscité une forte mobilisation de la part des adhérents sur les territoires. Les projets des COS de Sélibaby, Bakel-Matam (2024-2025) et de Kaédi (2025-2026) ont notamment permis de développer des actions de communication, de plaidoyer, de sensibilisation des jeunes et des femmes, ainsi que des initiatives favorisant la participation citoyenne et la visibilité du Grdr. L'initiative portée par le COS de Kayes et sélectionnée en juin 2025 n'a malheureusement pas pu être mise en œuvre comme prévu : le COS et le CA souhaitent faire évoluer le projet pour le rendre opérationnel dans un contexte où les déplacements sont contraints. Les COS de Ziguinchor et de Canchungo se sont également engagés dans des dynamiques de coopération et de co-construction d'un projet commun. Par ailleurs, le COS des Hauts-de-France a poursuivi ses actions de mobilisation associative et de renouvellement de ses membres. Cette dynamique confirme l'intérêt croissant pour ce dispositif et son rôle structurant dans la vie associative du Grdr : un troisième appel à initiatives est en cours !

| | | |
|---|---|--|
| <p>« Renforcer la vie associative et l'ancrage territorial du Grdr » une initiative du COS de Bakel - Matam</p> <p>À Bakel et Matam, le COS a mis en place des actions pour mieux faire connaître le Grdr et renforcer sa présence dans les territoires. Une journée</p> | <p>« Renforcement et valorisation de l'action du Grdr au Guidimakha » : le projet du COS de Sélibaby</p> <p>À Sélibaby, le COS a mené plusieurs actions pour mieux faire connaître le Grdr et ses réalisations dans le Guidimakha. Un travail de</p> | <p>« Renforcement du leadership féminin et de la dynamique associative » l'initiative du COS du Gorgol</p> <p>À Kaédi, le COS a mis en place des actions pour renforcer la vie associative et l'ancrage territorial du Grdr. En partenariat avec la</p> |
|---|---|--|

| | | |
|--|---|---|
| <p>portes ouvertes à Matam, suivie d'une caravane d'information entre Matam et Bakel, a permis d'aller à la rencontre des acteurs locaux. Ces temps forts ont mobilisé autorités locales, société civile, jeunes et femmes. Ils ont permis de présenter les actions du Grdr, d'échanger avec les participants et de susciter de nouvelles adhésions.</p> <p>En élargissant sa base associative et en développant des relais locaux, le Grdr renforce sa visibilité et sa capacité d'action au plus près des territoires.</p> | <p>fond a d'abord permis d'identifier des projets emblématiques, de produire des fiches actions et de collecter des témoignages d'acteurs locaux. Ces éléments ont abouti à la réalisation d'un film documentaire, qui retrace l'histoire et les impacts du Grdr dans la région. Il a été présenté lors d'une journée portes ouvertes organisée le 18 juin 2025 à la Maison des Jeunes.</p> <p>L'événement a réuni plus de 100 participants, dont de nombreux jeunes et femmes. Présentations, projections et échanges ont permis de mieux faire connaître les actions du Grdr, de valoriser les expériences locales et de renforcer le dialogue entre acteurs du territoire.</p> | <p>Délégation régionale de l'Action sociale, de l'Enfance et de la Famille (DRASEF) et l'Association des Femmes Leaders de Kaédi, vingt-cinq femmes ont bénéficié de formations sur le leadership, l'entrepreneuriat et la gouvernance associative</p> <p>Ces actions, renforcées par une participation à la Journée internationale des droits des femmes, ont permis de mobiliser de nouveaux membres, notamment des jeunes femmes et hommes issus de différentes communautés.</p> <p>En développant les compétences et l'engagement citoyen, le COS consolide sa dynamique associative et l'ancrage du Grdr dans le Gorgol.</p> |
|--|---|---|

LE CA ET LES COS DU GRDR

Président d'honneur nommé en juin 2025

Doulo Fofana – (retraité, ancien coordonnateur de l'association pour la promotion de la langue et de la culture soninké)

Les administratrices et administrateurs du Grdr (de juin 2025 à juillet 2026)

Elu.e.s membres du bureau du CA : Jean-Marc Pradelle - président (ingénieur retraité), Daouda Ndiaye – vice-président (juriste, expert en éducation), Mathilde Chassot – vice-présidente en charge de la vie associative (chargée de mission culture à l'international), Malick Khadra – trésorier du CA (juriste, enseignant), Elisabeth Müller – secrétaire du CA (ancienne directrice administrative et financière d'ONG), Marie-Jo Bernardot (retraîtée – autrice).

Autres élu.e.s du CA : Cissokho Al Ousseynou (agent de développement local – secrétaire de la Mairie de Goumbayel), Hamidou Dia (enseignant-chercheur), Mamadou Fade (animateur de développement), Khady Ndiaye (administratrice territoriale), Jacquesould Aoudia (économiste), Emmanuelle Latouche (ingénieure agronome), Combé Mbaye (animatrice de développement), David Naudet (économiste), Cheikhna

ould Babacar (éducateur retraité), Rafaël Ricardou (directeur de la Cité des métiers), Kefing Sacko (agent de paiement, retraité), Ibrahim Sarr (ingénieur agronome), Abdoulatif Oumar Sow (formateur), Dieynaba Sy (professeure), Bernadette Thomas (responsable du label des Cités des métiers retraitée).

Observateurs au CA : Hadjiratou Ba (député et maire), Marie-Laure Gibaud (chargée de programme alimentation durable), Sylvain Jamet (retraité), Mamadou Lamine Djiméra (gestionnaire Avionic), Michèle Quenardel (professeure agrégée retraitée), Ibrahima Yero Drame (entrepreneur et commerçant).

Les présidentes et présidents des Conseils d'Orientation et de Suivi

Salif Diatta (Ziguinchor), Diéinéba Diallo (Bakel), Pierre Gouello (Hauts-de-France), Elvira Maria Gomes Lopes (Canchungo), Oumar Ly (Gorgol), Thierno Mafouz Sow (Boké, Guinée), Ibrahima Thioye (Guidimakha), Ibrahim Traoré (Kayes) et Faiza Elleuch (présidente de la filiale du Grdr en Tunisie).

Une nouvelle charte des valeurs pour garder le cap face aux défis contemporains !

L'assemblée générale du 28 juin 2025 a adopté une nouvelle charte pour réaffirmer les fondements de l'engagement du Grdr : ancrage territorial, solidarité internationale, mobilités humaines, justice sociale, lutte contre toutes les formes de domination et reconnaissance des citoyennetés plurielles. Cette charte réaffirme le lien entre migrations, citoyenneté et territoires solidaires pour un monde plus juste, traversé par de véritables co-opérations, concrètes, enracinées dans et entre les territoires et portées par l'action collective.

... et un nouveau logo fidèle à son engagement !

Ce nouveau logo symbolise la double localisation : il représente à la fois les territoires d'origine et d'accueil, illustre les solidarités et les interdépendances, de l'ancrage local à l'ouverture internationale. Moderne, dynamique et en mouvement il met en valeur le triptyque du Grdr « Migrations – Citoyenneté – Solidarités ».

QUELQUES TEMPS FORTS DE NOTRE VIE ASSOCIATIVE EN 2025

« Entre terre et mer, des écosystèmes à l'épreuve du temps » - le 26 novembre à l'Académie du Climat à Paris

Le 26 novembre 2025, le Grdr a réuni à l'Académie du Climat, à Paris, des chercheurs et experts pour une conférence dédiée aux mutations des zones côtières de Guinée, Guinée-Bissau, Gambie et Sénégal. Cet événement a permis de croiser analyses scientifiques et expériences de terrain pour mieux comprendre les dynamiques qui façonnent aujourd'hui l'un des littoraux les plus singuliers d'Afrique de l'Ouest. Les participants ont d'ailleurs rappelé le caractère unique et encore résilient de cette région faite de mangroves et d'estuaires, façonnée par la rencontre entre les eaux du Fouta Djallon et l'océan. Mais elles et ils ont également mis en évidence des pressions croissantes : surpêche industrielle, exploitation minière, urbanisation accélérée, impacts du changement climatique avec notamment l'élévation du niveau marin et l'augmentation des précipitations. Ces phénomènes reconfigurent les milieux, fragilisent les économies locales et menacent des pratiques séculaires comme la pêche artisanale ou la riziculture de mangrove.

Il en ressort enfin que les réponses les plus durables reposent avant tout sur les savoirs et les capacités d'adaptation des communautés locales, à condition qu'elles soient reconnues comme les actrices centrales de la gestion de leurs territoires.

Une reconnaissance internationale pour l'action du Grdr au Sénégal

En novembre 2025, l'Institut pour l'Avenir des Grands Fleuves (IAGF) a récompensé l'action du Grdr sur la Falémé au Sénégal, affluent majeur du fleuve Sénégal, situé dans une zone transfrontalière entre le Sénégal et le Mali. Ce projet a reçu le 2^{ème} prix parmi les 52 initiatives présentées dans le cadre du label international « Living with Rivers ». Ce territoire particulièrement fragile est en effet aujourd'hui confronté à de multiples défis : pollution liée à l'orpaillage, pression accrue sur les ressources naturelles et exacerbation des tensions sociales.

Au cœur de cette reconnaissance figure le projet Kosal Diiwaan, qui signifie « territoire préservé » en pulaar, une initiative soutenue par l'Union européenne et l'Agence Française de Développement (AFD). Ce programme innovant articule gouvernance locale, restauration des écosystèmes et accès durable à l'eau, au service d'un développement équilibré et résilient du territoire.

CHAPITRE 1 :

DIPLOMATIE & DIASPORAS : L'AUTRE FABRIQUE DE LA PAIX

Les crises s'enchaînent : guerres hybrides, replis identitaires, recul des démocraties... Face à des puissances qui agissent comme des prédateurs, une question s'impose : que faire ? Comment continuer à construire des alternatives ?

La diplomatie officielle, traditionnellement perçue comme un art de la paix, reste marquée par des rapports de force et des logiques de pouvoir. Pourtant, les diasporas montrent qu'une autre voie est possible. Leur approche, qui peut apparaître de fait, comme plus artisanale mais aussi beaucoup plus solidaire, offre un contrepoids aux dynamiques qui dominent aujourd'hui.

« Récit, Réseau, Rayonnement » : 3 tables rondes pour mettre en évidence le pouvoir d'influence des diasporas – le 6 septembre 2025

Lors de l'événement « La Fabrique de la Diplomatie » porté par le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères à la Sorbonne Nouvelle en septembre 2025, le Grdr a été sollicité pour organiser en partenariat avec le FORIM (Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations) et la CEFOM (Coordination des élus français d'origine malienne), trois tables rondes consacrées au « soft power des diasporas africaines », les « 3R » : Récit, Réseau, Rayonnement. Ces tables-rondes ont attiré 600 participants, majoritairement des étudiants et des étudiantes, venus écouter et échanger avec d'anciens ministres (Najat Vallaud Belkacem et Pap Ndiaye), chercheurs (François Héran), mais aussi diplomates, élus locaux et responsables associatifs venus témoigner de leur expérience de terrain pour montrer comment les réseaux des diasporas permettent d'ancrer une diplomatie citoyenne et de proximité, capable de nourrir la réflexion publique et d'agir concrètement. Et montrer comment, dans leurs pratiques (politique, associative ou internationale), les intervenants mobilisent ou observent le pouvoir d'influence des diasporas.

Le « soft power » des diasporas : une diplomatie parallèle

La diplomatie officielle agit dans le dialogue, la prudence, l'équilibre. Il n'en demeure pas moins qu'elle dispose de leviers de pression pour affirmer sa puissance. Les diasporas, quant à elles, nous montrent dans leurs pratiques, qu'une autre façon de faire est possible. Elles peuvent porter en elles une forme de diplomatie « artisanale et solidaire », constituant des ponts entre « ici et là-bas ». Elles entretiennent des relations originales avec les corps intermédiaires (associations, syndicats, partis politiques) et aussi les collectivités territoriales et leurs élus, autant de leviers porteurs de solidarités.

Les formes de la diplomatie occidentale, encore marquées par le colonialisme ou le paternalisme, peinent à évoluer vers des relations partenariales respectueuses. Le « soft power » des diasporas, de son côté, s'inscrit dans des dynamiques plus proches des

réalités humaines. Il provoque la rencontre entre des citoyennes et des citoyens, favorise la structuration de collectifs multi-situés, au-delà des frontières, toujours dans un esprit de partage et de solidarité. Les diasporas véhiculent des messages de paix auprès des États pour contrebalancer les discours de haine, elles agissent sur l'opinion publique afin d'éclaircir les regards xénophobes et racistes sur les migrations.

Témoignage de M. Alpha Mamadou Seliou - Président par intérim de la Coordination des Associations Guinéennes en France (CAGF)

« À l'interface des territoires d'origine et d'accueil, nos réseaux associatifs incarnent une diplomatie fondée sur l'engagement, la responsabilité et la solidarité. La CAGF, en tant que faitière des associations guinéennes en France, accompagne des initiatives structurantes de développement local en Guinée, notamment dans les domaines de l'accès à l'eau, de la santé et de l'éducation. Elle œuvre également à la mobilisation et au renforcement de son réseau associatif, en particulier autour des enjeux migratoires, qui sont désormais un axe stratégique de son action. Dans le cadre du Programme de Coopération Régionale des Politiques Migratoires (CRPM), l'implication du Grdr s'inscrit autour de plusieurs priorités : accompagner les politiques publiques, appuyer les associations diasporiques en Guinée et soutenir des projets concrets, notamment dans l'accès à l'eau. A travers ses actions, la CAGF contribue à des politiques publiques plus inclusives et ancrées dans les réalités locales, consolidant le lien entre la diaspora et les territoires d'origine. Nous pensons en effet que la diaspora ne se limite pas à un rôle d'acteur de développement : elle s'affirme aussi comme un véritable levier d'influence capable de créer des passerelles durables entre les États et les peuples. »

Se mettre en récit et s'armer par la culture

Les diasporas repoussent les frontières et obligent à ouvrir le dialogue sur les cultures, l'interculturalité, la citoyenneté et l'identité. Elles remettent en question les idées reçues sur ce que sont où ce que deviendront les peuples du continent africain. Elles font preuve de créativité dans les domaines artistiques (cf. [Envol des Cigognes 39 et 41 à retrouver sur le site internet du Grdr](#)). Elles réinventent, entre autres, la mode, la musique, le cinéma, les jeux vidéo.

Repositionner les récits migratoires pour enrichir les représentations

Les discours politico-médiatiques sur les migrations se limitent souvent à des statistiques, des catégories administratives ou des controverses politiques. Pourtant, les récits migratoires permettent de repositionner le débat sur les dimensions humaines, sociales et politiques des parcours migratoires. Depuis quelques années, le Grdr propose plusieurs initiatives pour remettre la parole des personnes concernées au centre des débats. Elles s'appuient sur des formats narratifs variés – documentaires, podcasts, outils multimédias – qui permettent de partager des histoires singulières, dans le respect de leur complexité. C'est par exemple le cas du film Sankofas, produit par le Grdr et réalisé par Camille Saiseau, qui fait l'objet de projections-débats régulières, dont l'une au Cinéma du Musée du Quai Branly le 16 avril 2026, et qui laisse toute leur place aux témoignages de femmes et d'hommes ayant vécu l'expérience migratoire. Leur parole éclaire les motivations, les obstacles rencontrés, les solidarités et les processus de reconstruction. On peut également citer la série de podcast « L'ODDyssée silencieuse », réalisée en partenariat avec RP Médias.

Cette approche alimente également nos activités d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) pour mieux sensibiliser sur la contribution des migrations au développement des territoires d'origine, de passage et de destination.

La renaissance culturelle qui a explosé lors des indépendances a contribué à replacer ce « soft power » au cœur des dynamiques africaines. Cette période a vu émerger la notion chère aux élites africaines de « panafricanisme », portée par des personnalités telles que le jeune ghanéen Nkrumah. Léopold Sédar Senghor lui-même, misait sur l'art et la culture pour redéfinir la place de l'Afrique sur la scène mondiale et promouvoir un avenir plus équitable et durable. Mais le « soft power » des diasporas ne se limite pas à une dimension culturelle, fondée sur la reconnaissance de populations invisibilisées et sur la promotion du dialogue interculturel en faveur de la paix. Il s'appuie également sur des leviers économiques, mobilisés pour orienter les décisions des autres acteurs internationaux. D'ailleurs, le développement de cette diplomatie d'influence s'étend désormais à la gouvernance du climat, des ressources et des territoires.

Le Sénégal, un exemple emblématique de mobilisation de la diaspora pour le développement national

Depuis 40 ans, le Sénégal a fait de sa diaspora – installée dans plus de 45 pays – un pilier central de sa stratégie de relance économique dans une logique de financement endogène et de souveraineté (cf. Etude sur La dimension locale de la dialectique Migration - Développement (Le cas France -Sénégal), Grdr-UCAD 2015). La diaspora sénégalaise, forte de son influence politique (soutien financier aux partis, plaidoyer et mobilisations internationales), économique (investissements dans l'énergie, l'agroalimentaire ou le BTP, comme l'entreprise WAE (West African Energy de Harouna Dia) et culturelle (événements comme « le Bamba Day » aux États-Unis), représente un levier majeur pour le pays. Son engagement se traduit aussi par des actions locales concrètes, accompagnées historiquement par le Grdr : construction d'infrastructures scolaires, sanitaires ou hydrauliques dans des régions comme Matam ou Tambacounda, via des associations comme la Fédération des Associations de Développement de la Région de Matam (FADERMA), un acteur incontournable du développement territorial.

Depuis 2024, cette volonté de reconnaissance officielle de la diaspora par les autorités récemment élues, marque un nouveau tournant : l'État sénégalais cherche désormais à institutionnaliser cette collaboration, transformant une force informelle en un partenaire stratégique pour le développement. La France, entame la même stratégie comme en témoigne l'organisation du Forum « Ancrage » en 2024 et 2025, pour valoriser la force et l'innovation entrepreneuriale des diasporas, là-bas comme ici.

Le cas du Sénégal illustre la façon dont et une diaspora organisée et mobilisée peut, avec un cadre politique adapté, devenir un moteur de croissance et de résilience, offrant un modèle inspirant pour d'autres pays africains.

Les réseaux sociaux : un outil d'amplification sans frontière ?

Les diasporas savent tirer parti des avancées technologiques pour amplifier leur influence. Les réseaux sociaux, en particulier, leur offrent une plateforme puissante pour se structurer, peser dans les débats publics et faire circuler des initiatives à travers le monde. Ces outils leur permettent de relier des communautés dispersées et de les organiser, malgré la distance.

Les diasporas africaines, présentes en Europe, en Amérique ou dans les Caraïbes, utilisent les outils numériques pour déconstruire les clichés médiatiques et proposer une autre narration du continent africain. À travers la mise en avant de la musique, de la mode, de la culture urbaine ou encore des initiatives entrepreneuriales, les diasporas participent activement à la valorisation des cultures africaines, tout en renforçant les liens avec leurs terres d'origine. Cette dynamique s'inscrit également en complément des politiques de diplomatie culturelle menées par certains États africains, à l'image de l'initiative "Year Of Return" par le Ghana ou encore "Door of Return" par le Nigeria .

Par ailleurs, les réseaux sociaux ont contribué à la création d'espaces de connexion transnationaux entre ces diasporas et le continent africain. Ces plateformes facilitent les échanges d'idées, les collaborations entre entrepreneurs africains et membres de la diaspora, le soutien à des projets locaux ainsi que les investissements dans les économies africaines. À travers ces interactions numériques, se développe un véritable réseau de solidarité et d'innovation qui participe à la transformation des dynamiques économiques, culturelles et politiques du continent.

Ainsi, l'utilisation de ces outils par les diasporas apparaît aujourd'hui comme un puissant dispositif de solidarité et de revalorisation de l'image de l'Afrique, dans un contexte où pourtant, ces mêmes réseaux sociaux amplifient les discours populistes.

Ce que les diasporas nous apprennent sur la diplomatie

Alors finalement, que nous raconte le travail des diasporas, si on l'observe comme une école de diplomatie ?

- Que les territoires - d'origine, de départ, de destination - sont reliés et interdépendants : « qu'une action ici résonne là-bas », « qu'un geste là-bas renforce ici » et que comprendre ces réalités donne une force inégalée à la présence et à l'action des diasporas, « citoyennes d'ici et de là-bas »
- Qu'au-delà des discours officiels parfois lénifiants, la connaissance fine de l'autre, l'écoute, le dialogue sont bien au fondement des cultures partagées, transmises à travers des gestes, des récits, des arts, des symboles, des imaginaires qu'il faut savoir accueillir et respecter
- Que vivre loin de chez soi, c'est aussi pouvoir contribuer à tisser un maillage de relations locales, nationales et transnationales par une mobilisation forte dans les domaines associatif, artistique, économique ou encore politique

- Que lorsque les États se déchirent ou basculent dans l'autoritarisme, les innovations sociales, solidaires et citoyennes, portées par les diasporas, ouvrent le champ des possibles. Et parce qu'elles savent amplifier, relayer et faire circuler ces initiatives à travers les frontières, elles parviennent à maintenir ouverts des espaces de coopération sur les doubles-espaces des dynamiques migratoires.

En termes de diplomatie, faire autrement et faire mieux, c'est possible. C'est ce que les diasporas démontrent chaque jour, par des réussites concrètes.

L'ODDyssée du climat et des migrations

“Imaginez que vous soyez appelé par la présidente de la République pour réagir à de violentes inondations au Bangladesh qui vont provoquer le déplacement de milliers de personnes... Plongé dans cette situation d'urgence, vous êtes amené à analyser le contexte, débattre collectivement et formuler des réponses concrètes...” C'est à partir de ce scénario immersif que « L'ODDyssée du climat et des migrations » propose une expérience pédagogique innovante, permettant de mieux comprendre les liens complexes entre changements climatiques et mobilités humaines. Développé dans le cadre du projet « ODDyssée – Les migrations font bouger le monde » cet outil d'animation permet aux participants de jouer différents rôles, d'identifier les facteurs environnementaux, économiques et politiques et d'explorer les enjeux juridiques et sociétaux qui sont associés aux migrations climatiques. Cette approche interactive favorise le dialogue, la coopération et la déconstruction des idées reçues. Ce travail de sensibilisation et d'éducation a fait l'objet d'une publication dans la revue Mondes & Migrations (2025) et a été valorisé lors de l'exposition « Migrations et climat, comment habiter notre monde ? » du Palais de la Porte Dorée qui s'est tenue de novembre 2025 à avril 2026 et dont le Grdr était partenaire.

Témoignage de Siloé Vincent – Chargée de projet Direction Europe et International – Service International « Via le Monde » du Département de la Seine Saint-Denis

« Depuis fin 2024, le Département de la Seine-Saint-Denis a adopté une nouvelle stratégie européenne et internationale « Agir ici et là-bas ». Cette stratégie prolonge sa tradition d'ouverture, nourrie par les migrations et la diversité sur son territoire. D'ailleurs, depuis la fin des années 1990, il développe des coopérations décentralisées avec plusieurs régions du monde, en s'appuyant notamment sur les diasporas présentes en Seine-Saint-Denis. Des partenariats ont ainsi été noués avec l'île de Ngazidja (Grande Comore), le Maroc ou encore le département de Ziguinchor au Sénégal. Dans ces dynamiques, les diasporas jouent un rôle clé : elles facilitent les échanges, relient les acteurs de part et d'autre et contribuent à concevoir des actions en prise avec les réalités locales. Le Département est partenaire avec le Grdr depuis plus de vingt ans. Le Grdr nous accompagne dans cette articulation entre territoires, en France et à l'international. À travers des projets d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale, ou des coopérations opérationnelles comme à Ziguinchor, il nous aide à mobiliser les diasporas et à structurer les échanges. Cette approche favorise des politiques plus inclusives, renforce l'engagement des jeunes et participe à la construction de liens durables entre ici et là-bas ».

Le pouvoir d'influence des diasporas repose d'abord sur leur visibilité dans les territoires d'origine et d'accueil. Or, les anciens travailleurs migrants, notamment en foyers ou en résidences sociales, restent souvent invisibilisés. À Drancy, le Grdr mène depuis 2025 une recherche-action autour du café social de la résidence, en lien avec Coallia et les résidents, dans le cadre du projet « Du foyer au quartier ».

Témoignage de Monsieur Sidibé Sissoko, résident à la résidence sociale Alsace Lorraine et très engagé dans le projet du jardin et le café social de Drancy :

« Cela fait plus que 26 ans que j'habite en France. On a des enfants en Afrique et ici, ils sont français. Sans la nationalité française, je ne peux pas voter aux élections, mais on construit des choses intéressantes au foyer à Drancy. J'ai entendu que beaucoup de foyers ferment la porte maintenant devant les gens qui n'y habitent pas, mais ici non. Avant il n'y avait pas de site, pas de jardin, pas de café. Après l'arrivée du médiateur social pour les démarches et les papiers, j'ai dit : pourquoi on ne demande pas aux gens de faire le jardin ? Après, on a pris une troisième décision pour créer le café social. Les gens viennent de l'extérieur, pour voir, ils viennent directement ici pour faire les papiers, mais aussi des activités avec des associations, du yoga, des jeux, des réunions, des repas. On a monté une caisse pour participer. Ce n'est pas obligatoire, mais pour des jours où on veut organiser un plat, un thieb, des pâtes... Ça marche très bien, la salle est pleine. Ce n'est pas une question de faim, c'est pour l'ambiance et être ensemble. Avec des gens aussi de l'extérieur, on partage, on fait connaissance. »

« Le Grdr, c'est l'association de nos parents !* »

À l'approche de ses 60 ans, le Grdr porte l'histoire de plusieurs générations de migrants : les aînés arrivés dans les années 60-70, puis leurs enfants et petits-enfants, souvent non-migrants mais liés aux territoires d'origine.

Dès les années 2000, la question de la relève s'est posée. Les « thé-palabres » de 2006 ont exploré le passage de témoin entre générations. Les associations villageoises ont ouvert des postes aux jeunes, qui ont demandé un droit d'inventaire : comprendre 50 ans de co-développement et leurs impacts aussi bien dans le pays qu'en France. Les échanges furent parfois tendus : certains jeunes reprochaient à leurs parents leurs absences répétées privilégiant leur présence à l'association villageoise dans le foyer le premier samedi du mois. Plusieurs ont refusé de reprendre le flambeau et ont créé leurs propres structures, souvent moins pérennes.

En 2025, une nouvelle génération interroge le Grdr : « nous, on ne sait pas ce qu'ont fait nos parents et grands-parents, ils ne nous ont rien dit. Mais le Grdr sait cela ! Vous avez des bases de données de projet, des guides, des cartes, des Atlas, des profils migratoires, mettez-les à notre disposition, expliquez-nous ce qu'ils ont fait et comment ils l'ont fait ! ». Le Grdr s'engage alors dans une production collective de mémoire (podcasts, récits, 'story maps', répertoires, radars de compétences) pour renouveler ce dialogue intergénérationnel.

En 2026, les événements co-organisés par les jeunes et les aînés se multiplient. Les anciens « samedis du développement » peuvent inspirer de nouveaux rendez-vous autour de cette indispensable transmission intergénérationnelle : « Mémoires en héritage », ou « Génér'actions » pensés comme des moments itinérants, fédérateurs et rythmés.

(*témoignage d'un leader associatif franco-malien).

TROIS QUESTIONS A... FERNANDE SEMEDO

Fernande Semedo est cofondatrice et l'une des présidentes de la Fédération des Associations Capverdiennes de France (FACF) qui représente et regroupe la communauté capverdienne autour des valeurs de solidarité et de promotion de la culture. Elle est vice-présidente du FORIM dédiée à la jeunesse et à l'égalité de genre depuis octobre 2025. Elle a participé à la troisième table-ronde de la Fabrique de la Diplomatie sur le « rayonnement » (septembre 2025).

« Diplomatie des diasporas », qu'est-ce que cela évoque pour vous ? Avez-vous des exemples du pouvoir d'agir des diasporas ?

« Je vois deux dimensions dans cette expression, la capacité à s'adapter et la représentation de la diaspora. Il faut toujours avoir une approche positive et être ouvert pour trouver une solution à un problème et ne pas laisser amplifier les difficultés rencontrées. La diplomatie, c'est du dialogue et de la compréhension de l'autre mais aussi de la transmission, du partage pour apporter la connaissance sur le mode de fonctionnement de la diaspora.

Une action emblématique du rayonnement de la diaspora cap-verdienne a été en 2025 la célébration des 50 ans de l'indépendance du Cap Vert. La Fédération des Associations Capverdiennes de France (FACF) a réuni toute la communauté de France plus celles des pays de l'Afrique lusophone pendant une semaine : conférences, expositions, parcours de migration, témoignages intergénérationnels. Ça a été une occasion de renforcer les liens entre la diaspora et la société française. C'était ouvert à tous, les gens sont venus de partout, ambassadeurs, élus, habitants. Dans la ville de Saint-Denis, une rue a été fermée toute une journée. La diaspora a pu montrer comment, y compris ceux qui sont nés ici, se sont intégrés et vivent leur double culture. C'est un exemple très marquant, je pense, de la capacité de la diaspora à créer du dialogue entre plusieurs pays. »

La Plateforme des Associations Cap Verdiennes et Diaspora (PLTCVD) a son siège au Cap Vert. Elle a été créée pour regrouper des associations et des individus qui ont une expérience professionnelle ou de réseautage. Elle contribue au développement du tissu diasporique à travers les différents continents ; elle organise des réunions régulières pour diffuser et transmettre des connaissances et des compétences. Elle offre par exemple la possibilité à des jeunes de partir après leurs cycles universitaires au Cap Vert. La diaspora finance souvent les études mais il y a aussi le mécénat, le parrainage et des bourses pour étudier à l'étranger dans le cadre de la coopération (Brésil, Portugal, Cuba, ...). C'est une force d'être dans un collectif comme la FACF ou la PLTCVD car le manque de financement est un frein au développement.

A quoi servent les réseaux diasporiques comme la FACF ? Peuvent-ils enclencher une dynamique de développement entre ici et là-bas ? Quels sont leurs freins et leurs atouts ?

« Quand la FACF a rejoint le FORIM, ça a donné de la visibilité à la communauté du Cap-Vert et aux actions qu'elle mène ici et là-bas dans des domaines comme l'éducation, l'égalité de genre, la santé, l'entrepreneuriat, la culture ou le sport. On va à la rencontre

des autres fédérations pour voir comment elles fonctionnent. On prend exemple sur ce qui a fonctionné. Quant à nous, on témoigne des bonnes relations qu'on a avec notre gouvernement, nos dirigeants avec lesquels on a une grande proximité, y compris le Président qui est très ouvert à la diaspora, très présent sur le terrain. Il assiste en personne aux célébrations régulières comme l'élection d'une « Miss Maison Cap-Vert France » pour mettre en lumière les femmes qui ont subi des traumatismes. Il soutient les initiatives des entrepreneurs, des jeunes et des femmes. La diaspora capverdienne a le pouvoir d'exiger car elle contribue au développement du pays et pas seulement pour l'aspect financier et les transferts d'argent.

Il y a trois fois plus de Cap-Verdiens à l'étranger que d'habitants dans le pays. De plus en plus de gens quittent le pays. Le Cap Vert est un pays d'émigration mais aussi d'immigration pour les ressortissants de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Les émigrés plutôt diplômés, partent sans perspective de retour mais restent attachés et investissent beaucoup, surtout dans l'immobilier, le développement d'entreprises dans l'informatique, les énergies renouvelables. Ils s'allient avec des ressortissants d'autres pays de la CEDEAO, du Brésil et des Etats-Unis pour investir car ils ont la connaissance du pays et ont un pouvoir d'influence pour mobiliser dans la communauté. Cette diaspora est à la fois ici, là-bas et ailleurs. »

Que préconiseriez-vous pour mieux articuler les différentes échelles d'action ?

« Le Cap-Vert est reconnu comme un modèle de fonctionnement démocratique qui sert d'exemple aux autres pays. Le fonctionnement en réseau se pratique à toutes les échelles (ville, district, pays, international). La nouvelle génération a bien compris la force des réseaux. Il faut faire des fédérations de fédérations en Europe, sur chaque continent et chaque grand ensemble géographique, pour constituer un réseau mondial et fonctionner horizontalement en réseau non centralisé et sans hiérarchie. Ce que nous avons fait avec le projet européen « Connect' Diasporas » (porté par le FORIM) qui a abouti à un protocole de coopération qui institutionalise le dialogue régulier du gouvernement capverdien avec la diaspora pour l'élaboration de la stratégie de développement du pays doit être reproduit dans d'autres pays. »

TROIS QUESTIONS A... MARIAM DEMBELE

Mariam Dembélé est une fonctionnaire française, en poste au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). Elle exerce la profession de cheffe du département des réseaux au sein de l'Académie diplomatique et consulaire, pour former et connecter les acteurs de la diplomatie française. Elle est également secrétaire générale et organisatrice de la Fabrique de la Diplomatie, événement grand public porté par le MEAE visant à rendre la politique étrangère plus accessible au public. C'est dans ce cadre que le Grdr a organisé, le 6 septembre 2025, les tables-rondes intitulées « Récits, Réseau et Rayonnement – le soft power des diasporas africaines ».

Comment, selon vous, les diasporas contribuent-elles à la fois à enrichir le récit national et à renforcer l'influence internationale de la France ?

« Tout d'abord, il convient de définir ce que l'on entend par diaspora. Ce terme ne doit pas être utilisé comme une étiquette automatique pour désigner toute personne d'origine étrangère. Il renvoie plutôt à des individus ou des groupes qui, tout en vivant dans un autre pays, maintiennent des liens durables avec un territoire, une histoire, une culture ou des réseaux d'origine, et qui se reconnaissent eux-mêmes dans cette relation. Ce sentiment d'appartenance diasporique ne remet en cause ni l'unité républicaine, ni l'unicité de la citoyenneté française. »

Les diasporas françaises ne fragmentent pas la nation. Au contraire, elles enrichissent le récit national en y apportant une diversité de perspectives et d'expériences. Elles incarnent un multiculturalisme vivant et contribuent à l'influence internationale de la France en jouant un rôle d'ambassadeurs naturels. Porteuses d'une double culture, elles renforcent la cohésion interne tout en diffusant le soft power français à l'étranger. À travers des échanges culturels, économiques et familiaux - notamment via des réseaux associatifs - elles participent activement à la promotion d'un « vivre-ensemble » et à la résilience face aux tensions identitaires. Sur le plan international, elles constituent des leviers diplomatiques informels. Elles sont souvent polyglottes, qualifiées et solidement implantées dans leurs pays d'accueil. Elles facilitent les investissements, les exportations et les innovations comme en témoignent des initiatives telles que « France Alumni » ou les réseaux de promotion culturelle. Leur forte présence sur les réseaux sociaux amplifie encore ce rôle d'ambassadeurs indirects. »

Comment les États pourraient-ils mieux s'appuyer sur les réseaux diasporiques porteurs de cette double culture, notamment dans le champ diplomatique et coopératif ?

« Les États pourraient mieux valoriser ces ressources en cartographiant les réseaux diasporiques et en les mobilisant via les ambassades et les consulats, en les intégrant pleinement aux stratégies de diplomatie d'influence et de coopération décentralisée, à l'image des propositions du Haut-Commissariat à la diversité et aux diasporas. Cela suppose la mise en place de dialogues structurés avec les associations, les investisseurs

et les milieux académiques tout en garantissant un accès effectif aux droits sociaux et aux services publics afin de favoriser leur autonomisation. Dans le domaine diplomatique, s'appuyer sur leur connaissance fine des sociétés d'accueil, au-delà des rotations classiques du personnel diplomatique, permettrait de renforcer des partenariats plus inclusifs et des coopérations culturelles durables. »

Finalement, qu'est-ce qui fait encore barrière ?

« Plusieurs obstacles persistent. Le premier tient au manque de reconnaissance institutionnelle, avec une politique d'influence encore insuffisamment formalisée et une écoute inégale des acteurs diasporiques. Les discriminations, en particulier à l'égard des femmes issues de ces diasporas, limitent leur participation et freinent les dynamiques de codéveloppement et de codécision. Par ailleurs, l'absence de structuration, notamment de cartographie exhaustive des réseaux ou des outils qui permettent de valoriser leurs compétences, empêche une mobilisation optimale de ces ressources, malgré certaines initiatives récentes.

Enfin, l'image ambivalente des diasporas complique leur pleine reconnaissance. Elles sont à la fois perçues comme une richesse culturelle et économique, relais du soft power français à l'étranger, et soupçonnées de loyautés partagées. Cet imaginaire ancien est ravivé par les tensions identitaires contemporaines. En France, cela se traduit par des débats récurrents autour des « Français de l'étranger » ou des populations issues de l'immigration, souvent perçues comme « entre deux appartenances », malgré leur contribution avérée à l'économie (notamment les 54 milliards d'euros de revenus rapatriés en 2021) et à la diplomatie informelle. Cette ambivalence freine leur reconnaissance comme acteurs légitimes du récit national.

Dans un contexte de défiance accrue, marqué par la montée des populismes et une forte médiatisation des enjeux migratoires, revendiquer une identité diasporique peut exposer à des risques concrets : stigmatisation, amalgames sécuritaires, voire menaces physiques dans certains contextes hostiles. Cette situation rend plus difficile la mise en œuvre de politiques proactives. Certains États hésitent à les impliquer ouvertement par crainte d'alimenter des discours de « cinquième colonne ». Pour dépasser ces tensions, une communication plus nuancée s'impose, présentant les diasporas comme des « ambassadeurs hybrides » plutôt que comme des acteurs suspects. Cela passe par des efforts d'éducation, la diffusion de récits positifs et une structuration sécurisée des réseaux, comme l'illustre la création récente d'un Haut-Commissariat dédié, afin de protéger leur rôle tout en limitant les risques de dérives discriminatoires. »

CHAPITRE 2 :

LA PLACE DES ASSOCIATIONS DANS LES TERRITOIRES - SOUTENIR LES INITIATIVES ASSOCIATIVES

La notion de société civile englobe des réalités variées, qui diffèrent selon les contextes politiques, sociaux et historiques. Dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et du Maghreb, elle fait référence à des mouvements citoyens, à des formes d'engagements collectifs ou à des contre-pouvoirs face aux détenteurs de l'autorité. En Europe, elle fait souvent référence aux associations et aux acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), inscrits dans des cadres juridiques et institutionnels plus solidement établis. Elle est également un espace de mobilisations sur des enjeux essentiels (droits, alimentation, logement, environnement, discriminations) et peut être à la fois force de proposition et de contestation. Le Grdr s'inscrit lui aussi dans ces dynamiques, participant à des espaces de réflexion et de plaidoyer sur des enjeux propres à son projet associatif, telle que la reconnaissance des mobilités humaines comme des enjeux porteurs de solidarité et de citoyenneté dans et entre les territoires d'ici et d'ailleurs.

Ces classifications restent cependant imparfaites. La notion de société civile s'est en partie propagée à travers les politiques de développement, parfois au prix d'une simplification des réalités locales.

Adopter une approche large de la société civile facilite une représentation plus fidèle de sa diversité. Elle rassemble des organisations citoyennes et communautaires, des associations, des coopératives et des acteurs collectivement engagés au service de l'intérêt général. Elle n'est pas un bloc homogène mais un espace en mouvement, où se développent des modes de participation et de changement social.

Selon les territoires, cette société civile joue plusieurs rôles essentiels. C'est un lieu d'engagement civique, de participation démocratique, un baromètre de la progression des droits humains et un pilier central de cohésion sociale. C'est aussi un espace d'apprentissage, de professionnalisation, un laboratoire d'initiatives, un acteur du développement local et de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS).

Société civile, structure employeuse, d'apprentissage et de transformation des territoires

La société civile est très souvent associée au bénévolat et aux mobilisations citoyennes. Derrière ces représentations, elle joue un rôle plus concret et discret : créer des emplois, former des jeunes, accompagner des femmes et initier des opportunités sur les territoires.

En France, cette réalité est bien documentée : le secteur de l'ESS représente 2,6 millions¹ de salariés, soit près de 14 % de l'emploi salarié privé. En Mauritanie, en Guinée ou en Algérie, les associations locales remplissent un rôle similaire, mais dans des contextes où les possibilités d'insertion professionnelle sont limitées. Ces structures sont pourtant de véritables lieux d'apprentissage où l'on développe des compétences concrètes majeures. Elles permettent d'acquérir des compétences et de l'expérience, de s'inscrire dans une trajectoire professionnelle, de se créer un réseau et de participer activement à la vie de son quartier ou de sa commune.

Témoignage de M. Sidi Khalifou, président d'ECODEV, une « école du développement » au service des acteurs locaux en Mauritanie

« Ecodev est une organisation mauritanienne qui a 25 ans d'existence. Elle a démarré comme centre d'expertise dans le développement local et la formation, avec un accent particulier sur les approches participatives. Elle s'est progressivement structurée comme une organisation opérationnelle de terrain, mettant en œuvre des projets avec la majorité des partenaires du développement. Le slogan « école du développement » a été donné par les employés eux-mêmes. Beaucoup de jeunes formés à Ecodev poursuivent ensuite leur carrière au sein d'organisations internationales. Nous avons très tôt travaillé sur la structuration et la formation de la société civile, notamment avec le PNUD. Nous avons ensuite privilégié une approche territoriale, en structurant la jeunesse, en lien avec les communes des wilayas du Gorgol et de l'Assaba. Deux approches complémentaires ont été développées : le financement en cascade des organisations de la société civile et l'appui à l'entrepreneuriat des jeunes. Ces axes se poursuivent aujourd'hui, notamment à travers des actions de formation professionnelle, d'insertion socioéconomique des jeunes et de développement de financements favorisant l'autonomisation économique. Aujourd'hui, la société civile mauritanienne gagnerait à être mieux reconnue comme acteur crédible du développement. Cela suppose davantage de professionnalisme sur des projets concrets de proximité. La structuration à l'échelle régionale constitue une approche pertinente, mais n'a pas toujours permis d'aboutir à des actions effectives. Des acteurs locaux solides restent essentiels pour structurer des dynamiques jusqu'au niveau national. »

Au-delà de parcours individuels, les dynamiques associatives transforment les territoires. En s'organisant, les associations deviennent des relais pour les politiques publiques et les vigies de l'intérêt général. Elles participent à faire émerger de nouvelles activités, à structurer des économies locales et à proposer des réponses concrètes aux populations.

Elles contribuent à faire évoluer les pratiques et à faire naître de nouveaux métiers. En Tunisie, l'essor du tissu associatif après l'adoption du décret-loi n°88 de 2011 relatif à l'organisation des associations (9 600 associations avant 2010, plus de 25 000² associations actives en 2024) a favorisé l'apparition de nouveaux profils liés à la médiation communautaire, à la formation citoyenne ou encore à l'accompagnement à l'entrepreneuriat féminin.

En se professionnalisant, les Organisations de la Société Civile (OSC) deviennent des espaces où se construisent des compétences. C'est notamment le cas en Casamance au

¹ Observatoire national de l'ESS

² IFEDA – Centre d'Information, de Formation d'Etudes et de Documentation sur les Associations

Sénégal, où le Projet de Développement Economique (PDEC) associe collectivités, organisations citoyennes et acteurs économiques.

Le Projet de Développement Economique en Casamance (PDEC) : quand les organisations communautaires deviennent actrices de leur développement

Dans les régions de Ziguinchor, Sédhiou et Kolda, le Projet de Développement Économique de la Casamance, programme gouvernemental sénégalais bénéficiant d'un financement de la Banque mondiale, s'appuie sur le Grdr pour accompagner 54 Organisations Communautaires de Base (OCB) dans un processus d'autonomisation progressive. Concrètement, ce sont plus de 350 membres de ces OCB (avec une majorité de femmes) qui ont été formés en 2025 : gestion administrative et comptabilité simplifiée, commissions d'achat, procédures de passation de marchés, comités de gestion des ouvrages hydrauliques pour l'entretien des vallées aménagées...

Le renforcement du « leadership féminin » est un axe central de ce programme : 75 femmes issues de 20 collectivités territoriales ont suivi une formation sur le leadership féminin et le plaidoyer. Plus de la moitié ont ensuite pris des engagements concrets dans leur commune. 20 relais communautaires, répartis dans l'ensemble des communes d'intervention, assurent désormais le lien entre les populations et les institutions locales. Une chaîne de compétences, construite depuis la base, illustre concrètement comment la société civile, organisée, peut devenir un levier durable de développement territorial.

Société civile, défenseur des droits humains

Les associations jouent un rôle déterminant dans la défense des droits fondamentaux. Elles contribuent activement à la justice sociale et à l'émancipation des populations les plus vulnérables. Cette action en faveur des droits s'organise en trois temps complémentaires :

- Le premier est didactique : il s'agit d'amener les acteurs à comprendre et connaître leurs droits. En créant des espaces de rencontres et d'échanges collectifs, la société civile permet d'identifier les manquements au regard des normes nationales et internationales
- Le deuxième temps repose sur le dialogue et le plaidoyer. La société civile crée des espaces structurés où citoyens, organisations et autorités publiques confrontent leurs points de vue. Ce dialogue est un excellent levier pour interpeller les pouvoirs publics et mettre en débat des politiques existantes. Il permet d'identifier les freins à l'accès aux droits, de formuler les revendications collectives et de co-construire des plans d'action. C'est dans ces espaces que se joue par exemple la défense des droits des enfants, des personnes en situation de handicap, des femmes victimes de violences, ou encore des personnes en mobilité, dont les droits sont trop souvent invisibilisés. Et ces dynamiques prennent tout leur sens lorsque les personnes concernées peuvent elles-mêmes porter leurs revendications
- Enfin, le troisième temps consiste à concrétiser les initiatives. La société civile porte des projets de renforcement d'accès aux droits. Elle intervient aussi face à des situations d'inégalités profondes et de discriminations persistantes.

Témoignage d'Issam Zogui - référent territorial de l'association du Développement et des Etudes Stratégiques de Médenine (Tunisie) – sur la contribution de la société civile à l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de handicap

« Pendant longtemps on parlait beaucoup des personnes handicapées mais rarement avec elles. On a voulu changer ça. On les invite désormais dans nos espaces d'échanges, avec les élus, les services publics, les autres citoyens. Au début, ces personnes hésitaient. Puis elles et ils ont pris confiance et commencé à dire ce qui ne va pas : rue inaccessible, école qui refuse d'adapter ses cours, fonctionnaire qui parle à la famille sans s'adresser à eux. Notre rôle, c'est de créer les conditions pour qu'elles et ils se fassent entendre. Et quand une personne en situation de handicap est en mesure d'interpeller elle-même un responsable local, c'est que les choses avancent et que les droits commencent vraiment à exister. »

Société civile, actrice de cohésion sociale et du vivre ensemble intergénérationnel

La cohésion sociale et le vivre ensemble se sont imposés au tissu associatif dans des contextes sociétaux en profondes mutations démographiques et générationnelles. Entre les aînés et les jeunes, les malentendus s'amplifient. L'accélération induite par les réseaux sociaux ne laisse que peu de place au temps, lent, de l'échange et de la compréhension. Les associations, par leur existence, peuvent retisser ce lien, sans tabou pour aborder des sujets comme le genre, le racisme, l'esclavagisme, le patriarcat ou des sujets politiques comme la décolonialité ou l'écologie.

Zoom sur les trois projets lauréats de l'appel à projet You(th) Care for Change 2025

Un appel à projets a été lancé en France par le Grdr dans le cadre du programme européen « You(th) Care for Change » en 2025 pour soutenir des initiatives portées par des jeunes qui permettent d'apporter des réponses aux inégalités, de lutter contre les changements climatiques ou les injustices systémiques. Trois associations ont été retenues : l'association « Ytinéraire » qui avait pour objectif de favoriser l'intégration des étudiants internationaux à Orléans en les accompagnant dans l'accès à leurs droits grâce à des activités interculturelles avec d'autres étudiants internationaux ou français, ainsi que des visites culturelles en France. Le groupe des « Scouts musulmans de France » de Bondy qui s'est joint à l'association « Sœurs des Cœurs » pour un projet d'éducation populaire permettant de sensibiliser les jeunes de leur territoire sur les questions liées à l'écologie urbaine grâce à des activités ludiques et citoyennes. Enfin, le projet de l'association « Arman » qui consistait à organiser un événement à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne sur « La philosophie en temps de guerre », avec des tables rondes, conférences et performances artistiques mettant en avant la question de l'exil, en particulier pour les étudiants afghans.

Dans les espaces urbains, le lien social et les solidarités sont un défi quotidien aussi bien pour les habitants qui s'organisent, que pour les pouvoirs publics qui s'activent pour réguler l'usage des services et assurer la sécurité collective. Les associations sont, là encore, en première ligne en veillant au vivre ensemble et à la résolution des conflits entre usagers au quotidien. Premières actrices de l'ingénierie sociale, particulièrement auprès des publics les plus défavorisés, elles assument quotidiennement la médiation des habitants avec les élus et les autorités.

Enfin, dans les espaces transfrontaliers comme le bassin du fleuve Sénégal, où le contexte sécuritaire est dégradé, les associations d'usagers, d'intercommunalités ou les

groupements coopératifs sont mobilisés au quotidien. Elles contribuent à réguler les conflits locaux et assurent les médiations entre usagers, habitants et services de sécurité.

Agir sur les tensions en milieu urbain : des OSC au cœur de la médiation à Conakry

Dans les quartiers populaires de Conakry (comme ailleurs), les tensions sociales sont souvent ancrées dans les inégalités structurelles : chômage massif des jeunes, insuffisance d'espaces collectifs, faiblesse du dialogue entre habitants et autorités. Sur l'axe « Le Prince », ces fragilités alimentent des situations de conflit récurrentes et un sentiment d'exclusion durable. Le projet « Bâtir la cohésion sociale dans les quartiers précaires de Conakry » qui cible particulièrement les quartiers de Koloma et Wanindara adopte une approche fondée sur les modes locaux de régulation des conflits plutôt que de proposer des solutions descendantes. Il se base sur l'écoute des habitants, la valorisation des initiatives existantes et le renforcement des cadres locaux de concertation. Trois leviers structurent son action : la relance du dialogue territorial entre jeunes, femmes et autorités locales, l'amélioration du cadre de vie à travers la réhabilitation d'espaces publics et le soutien aux initiatives collectives et, enfin, l'accompagnement socio-économique des jeunes à travers des dispositifs de proximité favorisant leur insertion.

En réinvestissant les espaces de dialogue et en soutenant les capacités d'initiative locales, ce type d'intervention contribue à repositionner les habitants comme acteurs du développement de leur quartier.

Faire vivre l'énergie de la société civile

La société civile est donc un poumon économique et démocratique. Mais, elle est menacée par des restrictions de l'espace public et des coupes budgétaires.

Ces organisations ont besoin des financements attendus pour se projeter dans le temps, organiser les équipes et renforcer leurs actions. Elles doivent pouvoir s'appuyer sur des cadres de dialogue et de co-construction avec les pouvoirs publics, basés sur un engagement commun pour l'intérêt général. Le développement de la société civile repose ainsi sur l'existence d'environnements législatifs garantissant la liberté d'association, la transparence et l'autonomie des organisations. Il ne s'agit pas pour la société civile de se substituer à l'action public, mais de la compléter et de la prolonger au plus proches des réalités vécues par les habitants. Face aux défis en matière de participation citoyenne, de cohésion sociale, d'économie et d'environnement, soutenir la société civile ne se limite pas à reconnaître son existence et son engagement. Il faut créer les conditions matérielles et politiques, qui permettent à ces collectifs de continuer à s'exprimer, à se structurer et à contribuer durablement au développement et à la vitalité démocratique de nos sociétés.

Mauritanie : un cadre législatif favorable à l'essor de la société civile

Témoignage de Isselmou Alioune - Directeur de la Société Civile au sein du CDHAHRSC*

« En Mauritanie, une loi adoptée en 2021 est venue répondre à un besoin de modernisation et de simplification du cadre juridique des organisations de la société civile. Avant son adoption, il n'existait pas de vision claire du nombre réel d'OSC, ni de système structuré de recensement. La loi a permis la digitalisation de la base de données des organisations, renforcé les exigences de transparence et mieux encadré la gouvernance et le financement

des organisations. Le passage d'un régime d'autorisation à un régime déclaratif est un changement de paradigme. Il a considérablement facilité la création d'associations et encouragé l'engagement citoyen, en particulier celui des jeunes, en levant des barrières administratives qui freinaient jusque-là l'initiative collective. Ce cadre a contribué à instaurer un climat de confiance entre l'État et la société civile. Aujourd'hui, les axes de collaboration reposent sur la co-construction des politiques publiques, la participation citoyenne et le suivi des actions de développement. La jeunesse de la société civile mauritanienne est à la fois un défi et une opportunité. Les défis concernent le renforcement des capacités, la structuration et l'accès à des financements durables. Mais cette jeunesse est aussi une force, porteuse d'innovation, d'engagements et de mobilisation au service du développement, favorisant l'appropriation des nouvelles technologies et la modernisation progressive de la société civile.»

**Commissariat aux Droits de l'Homme, à l'Action Humanitaire et aux Relations avec la Société Civile*

Le Grdr et la société civile en quelques chiffres clés

Depuis 2023, 65 % de nos actions sont mises en œuvre en consortium avec des organisations de la société civile en Mauritanie, au Sénégal, en Guinée, en Tunisie et en France. Cela représente près de 450 organisations de la société civile qui ont bénéficié de formations et de financements pour un montant proche de 4 millions d'euros (soit près d'1,3 M. d'euros par ans). Le Grdr est aussi engagé dans une vingtaine de réseaux et plateformes nationales, en Afrique de l'Ouest, en France et en Europe.

TROIS QUESTIONS A... MOCTAR DIALLO

Acteur de la société civile guinéenne, Moctar Diallo a été Coordinateur du Programme Concerté Pluri-Acteurs en Guinée (dénommé « Programme concerté de Renforcement des capacités des Organisations de la société civile et de la Jeunesse Guinéenne »), (PROJEG) de 2007 à 2020, qui a accompagné et collaboré avec plus de 700 organisations partenaires. À partir de son expérience, il revient sur les enjeux de gouvernance, de mobilité et d'éducation, au cœur des dynamiques territoriales accompagnées par le Grdr.

Dans les zones périurbaines en Guinée, quels sont aujourd'hui les principaux facteurs de tensions ?

Il y a un conflit permanent qui persiste. A l'origine, ces zones attirent majoritairement des populations rurales qui arrivent dans un environnement inconnu sans avoir les outils ou connaissances, (illettrés en français, absence de pièces d'état civil, méconnaissance de l'administration...) leur permettant de faire face aux défis du monde urbain. Cela crée des décalages importants dans les repères, les attentes et les interactions sociales du quotidien. Il est fondamental de repenser les politiques publiques pour ces périphéries que l'on appelle « banlieues ». Aujourd'hui, on y observe une absence criante de structures étatiques. La présence de l'État ne s'exprime souvent qu'à travers la répression des manifestations, et non comme un prestataire de services ou un organe d'écoute. Cela contribue à renforcer un sentiment de marginalisation. Dans ce contexte, la jeunesse, très nombreuse et souvent sans perspectives, devient un acteur central de ces tensions. Elle est fréquemment instrumentalisée lors des enjeux électoraux, ce qui alimente encore davantage les conflits. Il faut donc sortir de la lecture binaire entre urbain et rural pour prendre en compte la réalité spécifique de ces territoires et des dynamiques sociales qui s'y jouent.

Quel rôle la société civile peut-elle jouer dans ce contexte ?

Un rôle majeur. Elle doit s'impliquer dans la démarche citoyenne, notamment sur des questions d'hygiène, d'assainissement et de dialogue pour se positionner comme interlocutrice des pouvoirs publics. Elle joue aussi un rôle essentiel de documentation des déficits en termes d'accès aux services sociaux et d'infrastructures, afin de contribuer au plaidoyer auprès des autorités.

Surtout, la société civile sert de pont entre les autorités locales des communes et des quartiers et les aspirations des populations. Dans des contextes où le dialogue est fragile, elle permet de créer des espaces d'échange, de structurer la parole des habitants et de désamorcer certaines tensions. Elle contribue également à renforcer la capacité des citoyens à comprendre leurs droits et à les revendiquer de manière organisée et non violente.

Comment renforcer une mobilité apaisée et inclusive ?

Il est très important de déconstruire les discours politiques actuels. Aujourd'hui, particulièrement au Nord, on tend à faire de la migration la cause de tous les maux, ce qui est foncièrement faux. La mobilité est naturelle, elle est inhérente à l'histoire de l'humanité. Il faut aller vers une convergence entre les sociétés civiles du Sud et du Nord pour contrer ces discours de stigmatisation. La mobilité doit être abordée à une échelle plus large, car elle dépasse les cadres nationaux. Même au niveau local, comme en Guinée avec les zones minières, les déplacements de populations créent des tensions. Cela nécessite l'intervention de la société civile pour accompagner ces dynamiques, faciliter le dialogue et contribuer à une mobilité apaisée, en s'appuyant sur une meilleure compréhension des droits et des cadres existants.

NOS PUBLICATIONS LES PLUS RECENTES

Publications :

- « [Entre terre et mer, des écosystèmes côtiers à l'épreuve du temps](#) » - les actes du forum du 26 novembre 2025.
- Le livret exposition [« Jeunesses mauritaniennes plurielles, l'art comme miroir de soi »](#)
- Les guides pratiques pour déconstruire les idées reçues sur les migrations
 - Pour les [médias et professionnels](#)
 - Pour les [travailleurs sociaux](#)
 - Pour les [enseignants](#)
- [L'ODDyssée du Climat et des migrations](#)
- « Dashboard » [Rufisque s'engage pour une politique alimentaire locale, saine et durable](#)
- Profils migratoires
 - [« Profil migratoire de la commune de Matam »](#)
 - [« Profil migratoire du département de Rufisque »](#)
 - [« Profil migratoire du département de Sédhiou »](#)
- Traverses 54 « [Agir à l'international et en France face aux enjeux communs](#) » - (parution du Groupe Initiatives avec le Grdr en chef de file)

Nos centres de ressources :

- [Sahelink](#) : un centre de ressource au service du développement local dans le bassin du fleuve Sénégal
- [Les rivières du sud](#) : le centre de ressource virtuel des acteurs du développement local du littoral
- [Les migrations font bouger le monde](#) – Un mallette pédagogique numérique pour bousculer les idées reçues sur « Migration et Développement »
- [Graines de Citoyenneté](#) – au service des acteurs d'« ici et là-bas » engagés en faveur des jeunesses mauritaniennes.

L'ACTIVITE DU GRDR PAYS PAR PAYS

Dans le cadre de son cadre d'intervention stratégique, le Grdr organise son activité en 3 objectifs et 6 enjeux. C'est selon cette typologie que sont classées les activités présentées dans les fiches des différents pays.

| Objectif 1 : Agir pour des territoires inclusifs et durables | Objectif 2 : Réduire les inégalités et favoriser la cohésion sociale dans des sociétés métissées | Objectif 3 : Créer les conditions d'une économie collaborative. |
|---|---|--|
| Enjeu 1 : Soutenir les systèmes alimentaires durables | Enjeu 4 : Lutter contre les discriminations et encourager le savoir-vivre ensemble | Enjeu 6 : Favoriser une économie locale innovatrice et redistributive |
| Enjeu 2 : Gérer les ressources naturelles et résilience climatique | Enjeu 5 : Promouvoir le dialogue interculturel et préserver la paix | |
| Enjeu 3 : Favoriser l'accès aux droits fondamentaux et aux services essentiels | | |

Pour tout savoir sur le CIS



GUINEE

Conakry – Boké

2 programmes de solidarités mis en œuvre

ODD : 6. Eau propre et assainissement ; 13. Action climatique ; 10. Réduction des inégalités ; 11 : Villes et communautés durables ;

Objectif 1 : Agir pour des territoires inclusifs et durables

Favoriser l'accès aux droits fondamentaux et services essentiels

(Modes d'action CIS : Développement local)

Accès à l'eau et à l'assainissement à Boké :

- Mise en service ou remise en service de 30 forages et mise en place de 30 comités de gestion permettant à 8650 ménages d'avoir accès l'eau. Installation de nouveaux équipements pour améliorer la qualité de l'eau ;
- Construction de 12 blocs sanitaires et de 12 puisards familiaux facilitant l'accès à l'assainissement de 125 familles de Boké.
- 550 élèves en milieu scolaire ont participé à des actions de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et de gestion de l'eau.

Amélioration du cadre de vie urbain à Conakry :

- Réhabilitation et aménagement d'infrastructures communautaires (maison des jeunes de Koloma, espace communautaire de Wanindara).

Objectif 2 : Réduire les inégalités et favoriser la cohésion sociale

Promouvoir le dialogue culturel et favoriser la cohésion sociale

(Modes d'action CIS : Développement local – Gestion des connaissances et recherche - Education populaire)

Dialogue territorial et production de connaissances :

- Mise en place de 2 cadres de concertation pluri-acteurs et réalisation de diagnostics urbains participatifs (avec l'université de Sonfonia) dans les quartiers de Wanindara et Koloma, pour identifier les besoins et renforcer le dialogue entre habitants et institutions.

Médiation et prévention des conflits

- Organisation régulière d'ateliers de sensibilisation à la non-violence et à la paix (436 participants sur l'année) et structuration de réseaux

de jeunes engagés pour la cohésion sociale et la résolution de conflits dans les quartiers concernés.

-

Objectif 3 : Créer les conditions d'une économie collaborative

Favoriser une économie locale innovante et redistributive

(Modes d'action CIS : Développement local)

Appui à l'insertion socio-économique

- Mise en place d'un laboratoire d'innovation sociale (LABIS) offrant accueil, orientation et accompagnement de proximité à des jeunes en situation de précarité.
- Financement et accompagnement d'initiatives communautaires et socio-économiques (assainissement, gestion des déchets, activités génératrices de revenus), avec un focus sur les jeunes et les femmes, dont 13 groupements féminins appuyés, contribuant à l'autonomisation économique et à la réduction des inégalités et intégrés au LABIS.

Nos partenaires financiers en Guinée : AFD

GUINEE-BISSAU

Canchungo – Varela

2 programmes de solidarités mis en œuvre

ODD : 6. Eau propre et assainissement ; 13. Action climatique ;

Objectif 1 : Agir pour des territoires inclusifs et durables

Gérer durablement les ressources naturelles et stimuler les résiliences face aux changements climatiques

(Modes d'action CIS : Développement local - Education populaire)

Actions d'éducation à l'environnement et sensibilisation

- Animation de 19 sessions « Rio Terra » ayant mobilisé 291 jeunes (dont 152 filles)
- Emissions de radios communautaires sur la gestion durable des ressources naturelles

Solutions fondées sur la nature

- Mise en place d'ouvrages anti-érosifs (épis maltais) avec la participation de 130 ménages et 192 pêcheurs.

Favoriser l'accès aux droits fondamentaux et aux services essentiels

(Mode d'action CIS : Développement local)

Appui à des infrastructures de base

- Financement de 2 initiatives communautaires d'accès à l'eau reposant sur des techniques adaptées, au profit de 135 ménages.

Structuration d'acteurs locaux

- Renforcement de 13 groupements membres de la Fédération des Habitants de Guinée-Bissau sur la gouvernance, la gestion financière et la mobilisation de ressources

Production de connaissances et structuration des interventions

- Identification de territoires (quartiers) et réalisation de diagnostic avec les partenaires techniques (ONU Habitat- UE)
- Préparation de projets urbains à partir des diagnostics réalisés

Nos partenaires financiers : Fondation Hans Wilsdorf

SENEGAL

Bakel, Matam, Rufisque, Ziguinchor

14 programmes de solidarités mis en œuvre

ODD : 2. Faim Zéro, 4. Education de qualité, 6. Eau propre et assainissement, 8.

Travail décent et croissance économique, 10. Réduction des inégalités, 11. Villes et économies durables ; 12. Consommation et production responsable

Objectif 1 : Agir pour des territoires inclusifs et durables

Soutenir des systèmes alimentaires durables :

(Modes d'action : Développement local ; Double-espace et coopération, sobriété carbone, pratiques partenariales)

Gouvernance alimentaire territoriale

- Appui à la mise en œuvre du Plan Alimentaire Territorial de Rufisque (comité de gouvernance avec plus de 120 acteurs)
- Etude sur le système alimentaire de Bakel

Cantines scolaires et cuisines centrales

- Appui à plus de 60 cantines scolaires des départements de Bakel, Rufisque et Ziguinchor approvisionnées en denrées locales
- Construction de la cuisine centrale de Ziguinchor et suivi du fonctionnement des 3 cuisines centrales de Rufisque (jusqu'à 5500 repas quotidien)

Filières locales et circuits courts

- Plus de 35 organisations de producteurs, 25 GIE de transformatrices, et 30 restauratrices mises en relation avec les collectivités territoriales de Ziguinchor, Bakel et Rufisque pour approvisionner les cantines (mise en réseau et contractualisation)
- Structuration de chaînes de valeur locales et promotion de la consommation locale (démarches agroécologiques - relocalisation alimentaire)

Gérer durablement les ressources naturelles et renforcer la résilience face aux changements climatiques

(Modes d'action : Education populaire, Actions de plaidoyer)

Sensibilisation à la préservation des écosystèmes

- Formation de 45 acteurs locaux à l'animation de la mallette RIOTERRA qui ont animés 152 ateliers (1200 personnes dans 21 communes de Casamance).

- 1 camp de reboisement à Diembéring (500 jeunes, 2500 plants anti-érosion).

Favoriser l'accès aux droits fondamentaux et services essentiels.

(Modes d'action : Développement local, Education populaire, Actions de plaidoyer)

Eau et Assainissement

- Construction et amélioration d'équipements scolaires (édicules sanitaires et dispositifs d'assainissement) d'une école élémentaire de Bakel (900 élèves)
- Extension du réseau d'eau potable dans les quartiers périphériques de Bakel (150 ménages)

Objectif 2 : Réduire les inégalités et favoriser la cohésion sociale

Cohésion sociale et participation citoyenne

(Modes d'action : Action de plaidoyer, Education populaire)

Sensibilisation et mobilisation citoyenne

- Campagnes de sensibilisation sur les violences faites aux femmes dans les communes de Bakel et Gabou
- Diagnostics participatifs et publication de 3 profils migratoires de Rufisque, Sedhiou et Matam
- Actions d'éducation sur les enjeux migratoires dans la commune de Matam auprès des professionnels des médias, de 25 élus locaux, de jeunes mobilisés et de 80 élèves.

Favoriser l'inclusion sociale et économique

(Modes d'action : Développement local)

Dispositifs économiques locaux

- Appui à des activités économiques locales : 34 organisations Communautaires de Base (OCB) (environ 750 personnes) de Ziguinchor ont été financées et accompagnées
- Organisation de formations et appui à des dynamiques collectives (passation de marché (40 personnes), gestion administratives (90 personnes), techniques agroécologiques (48 femmes), ouverture de compte bancaire (20 OCB), récépissé administratif (15 OCB) ...

Objectif 3 : Créer les conditions d'une économie collaborative :

Favoriser une économie locale inclusive et structurée

(Modes d'action : Développement local)

Appui à l'entrepreneuriat et aux dynamiques collectives

- Accompagnement de groupements de producteurs, GIE de femmes transformatrices et acteurs de la restauration locale dans le développement des activités économiques (Ziguinchor)

Partenaires financiers : AFD, UE, CFSI, CCFD-TS, Fondation de France, Action Aid, Ambassade France au Sénégal, Expertise France, Agence de l'eau Seine Normandie, Montpellier Métropole, CEDEAO

ZOOM SUR LA GESTION DES CONFLITS ET DES RESSOURCES NATURELLES EN MILIEU TRANSFRONTALIER

(A la frontière entre le Sénégal et le Mali et le Sénégal et la Mauritanie)

3 programmes de solidarités mis en œuvre

ODD : 8. Travail décent et croissance économique ; 10. Réduction des inégalités ; 11.

Villes et économies durables et 12. Consommation et production responsable ;

Objectif 1 : Agir pour des territoires inclusifs et durables

Gérer durablement les ressources naturelles et renforcer la résilience face aux changements climatiques

(Mode d'action : Développement local , pratiques partenariales, production de connaissances, sobriété carbone)

Gouvernance des ressources naturelles

- Mise en place de 2 comités de prévention et de gestion des conflits (dont 1 à l'échelle transfrontalière)
- Cartographie des conflits liés à la gestion des ressources naturelles et à l'activité minière (Falémé)
- Elaboration de plans d'action territoriaux (eaux, terres, pêche)

Dispositifs agroécologiques

- 13 champs écoles paysans accompagnés, diffusion de pratiques agroécologiques
- Aménagement de terres dégradées au profit de 300 ménages
Distribution de 8700 kg de semences et 18,4 tonnes de denrées de base (Sénégal – Mauritanie)

Favoriser l'accès aux droits fondamentaux et services essentiels.

(Mode d'action : Développement local, Education populaire, Actions de plaidoyer)

Eau, santé et éducation

- Modernisation de l'équipement de 6 structures de santé de la Falémé
- Transformation de 8 pompes à motricité humaine en adductions d'eau potable simplifiées desservant 4 communes

Objectif 2 : Réduire les inégalités et favoriser la cohésion sociale

Favoriser l'inclusion sociale et économique

(Mode d'action : Développement local)

Appui à l'entrepreneuriat local

- Structuration de coopératives (481 producteurs accompagnés)
- Renforcement de capacités économiques (75 producteurs formés en gestion, production, commercialisation)

Objectif 3 : Créer les conditions d'une économie collaborative :

Favoriser une économie locale inclusive et structurée

(Mode d'action : Développement local)

Structuration de filières agroalimentaires

- Financements de 122 micro-projets dans la filière arachide – niébé – céréales (producteurs, transformatrices, commerçants)
- Formation des transformatrices et commerçants (techniques de transformation, emballages biodégradables, commercialisation ; 4 sessions de formation)

Appui aux circuits commerciaux :

- 2 bourses sous-régionales (Sénégal - Mauritanie)

Partenaires financiers : UE, AFD, CCFD-TS

MALI

Kayes, Bamako

3 programmes de solidarités mis en œuvre

ODD : 1. Pas de pauvreté ; 5. Egalité des sexes ; 8. Travail décent et croissance économique ; 12. Consommation et production responsable ; 16. Paix, justice et institutions fortes

Objectif 1 : Agir pour des territoires inclusifs et durables

Soutenir des systèmes alimentaires durables :

(Mode d'action : Développement local)

Structuration de systèmes agroécologiques paysans

- Débats communautaires et sensibilisation à la valorisation et préservation des semences paysannes
- Elaboration collective d'un système de certification paysanne des productions agroécologiques (Systèmes Participatifs de Garantie, SPG)
- Formation des producteurs au dispositif de certification paysanne (30 personnes)

Animation territoriale et gouvernance des filières

- Concertations multi-acteurs sur les filières agroécologiques (près de 90 participants)
- Identification et structurations d'organisations pour la production de semences paysannes

Gérer durablement les ressources naturelles et stimuler les résiliences face aux changements climatiques

(Modes d'action : Mobilisation citoyenne et actions de plaidoyer – Education populaire)

Sensibilisation et plaidoyer sur les impacts environnementaux

- Missions de sensibilisation sur l'orpillage et ses impacts environnementaux et sociaux
- Émissions de radios communautaires sur la gestion durable des ressources minières

Objectif 2 : Réduire les inégalités et favoriser la cohésion sociale

Promouvoir le dialogue interculturel et préserver la paix

(Modes d'actions : Développement local, Double-espace et coopération, Production de connaissances – capitalisation)

Animation de cadres de concertation et dialogue territorial

- Forum sur la question des médias citoyens et du vivre-ensemble
- Mise en place et animation de cadres de concertation sur les médias avec les acteurs locaux (41 médias mobilisés)

Production de connaissances et structuration des acteurs

- Réalisation et diffusion d'outils de communication (rapport de sondage, charte de médias...)
- Réalisation et restitution d'une cartographie des organisations de la société civile.

Objectif 3 : Créer les conditions d'une économie collaborative

Favoriser une économie locale innovatrice et redistributive

(Développement local, Double-espace et coopération)

Soutien aux initiatives économiques locale

- Participation à des foires agroécologiques et artisanales (Kayes, Bakel...)
- Valorisation et commercialisation de produits locaux (fonio, mil, miel...)

Appui aux initiatives des filières agroécologiques

- Financement et suivi de 4 initiatives dans les différents maillons du système alimentaire (production, transformation, consommer local).

Nos partenaires financiers : CCFD-TS, UE, IAMANEH Suisse, 11th Hour Project

MAURITANIE

*Guidimakha, Gorgol, Nouakchott, Brakna, Nouakchott, , Assaba,
Nouadhibou, Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi, Adrar et Tagant*

5 programmes de solidarités mis en œuvre

ODD : 5. Egalité des sexes ;8. Travail décent et croissance économique ; 10. Réduction des inégalités ; 11. Villes et économies durables ; 12. Consommation et production responsable ; 17. Partenariats pour les objectifs de développement mondiaux

Objectif 1 : Agir pour des territoires inclusifs et durables :

Soutenir des systèmes alimentaires durables :

*(Modes d'action CIS : Développement local – Mise en place de partenariats stratégiques
- Sobriété carbone)*

Dispositifs agroécologiques :

- Animation de 4 champs écoles (Guidimakha et Nouakchott) pour renforcer les capacités de 60 producteurs
- Analyse et bilan des expérimentations agroécologiques
- Organisation d'une visite croisée internationale à Riyadh (quartier de Nouakchott) d'une vingtaine d'agriculteurs européens et d'autres pays africains

Renforcement des filières locales

- Etude chaîne de valeurs (oignon, navet à Riyadh Nouakchott)
- Travaux préparatoires à l'approvisionnement des cantines scolaires de Riyadh en produits locaux
- Campagnes de sensibilisation « consommer locale » à Riyadh et d'intensification agroécologique dans le Guidimakha

Favoriser l'accès aux droits fondamentaux et services essentiels.

(Modes d'action CIS: Développement local, Education populaire, Production de connaissances – capitalisation, Actions de plaidoyer)

Amélioration des conditions d'habitat

- Reconstruction et amélioration de 40 maisons de ménages en situation de vulnérabilité à Kaédi et diagnostic pour identifier les enjeux et besoins spécifiques à Sélibaby

Réponse aux crises climatiques et appui aux collectivités

- Mobilisation aux côtés des autorités de Kaédi pour coordonner la réponse aux inondations de 2025.
- Evaluation des dégâts et analyse - bilan des réponses apportées.

Mise en place de services pilotes urbains de gestion de déchets

- Enquêtes préalables à la mise en place de services communaux de gestion des déchets (Sélibaby – Djéol)
- Lancement et suivi (Djéol – Kaédi depuis 2024)
- Actions de sensibilisations dans les quartiers concernés et auprès de 750 élèves (Sélibaby, Kaédi)
- Bilans intermédiaires du fonctionnement des services

Objectif 2 : Réduire les inégalités et favoriser la cohésion sociale

Lutter contre les discriminations et encourager le savoir-vivre ensemble

(Modes d'action CIS ; Développement local, plaidoyer, production de connaissances)

Soutien à l'entrepreneuriat féminin

- Financements de 67 initiatives individuelles féminines et 8 collectives (Kaédi, Boghé et Ryad).
- Formation de 46 femmes au leadership féminin, participation citoyenne, développement personnel.

Structuration des organisations de la société civile (diagnostic et accompagnement)

- Diagnostic institutionnel et organisationnel de 109 organisations
- Cartographie des organisations de la société civile de l'Adrar, Brakna, Hodh el Gharbi et Tagant) et diagnostic organisationnel des plateformes régionales de ces régions.

Renforcement opérationnel des organisations de la société civile (OSC)

- Formations, permanence, accompagnement des OSC candidates et/ou lauréates des fonds « Emergence » et « Consolidation » (plus de 100 interventions)
- « Form'Actions » auprès des OSC sur la construction d'un plaidoyer et stratégies de capitalisation

Appui aux dynamiques territoriales d'insertion des jeunes

- Elaboration et mise en œuvre de 6 plans d'actions territoriaux
- Mise en relation et implication des acteurs locaux (thé-palabres, journées portes ouvertes...) dans la définition des stratégies d'insertion

Objectif 3 : Créer les conditions d'une économie collaborative

Favoriser une économie locale innovatrice et redistributive

(Modes d'action : Développement local, Production de connaissances – capitalisation, mise en place de partenariats stratégiques)

Renforcement de capacités économiques de femmes

- Formation de 20 femmes aux pratiques agroécologiques
- Formation de 27 femmes à la communication et au marketing digital

Structuration d'activités économiques collectives (coopératives féminines)

- Appui à 2 coopératives (175 femmes membres) du Guidimakha
- Dotation en équipement matières première

Développement et valorisation des productions locales :

- Appui à la transformation et à la commercialisation
- Promotion des produits agroécologiques

Partenaires financiers : UE, AFD, CCFD-TS, Région Centre Val de Loire, Secours Catholique Caritas France, Syctom, Fondation pour le logement des défavorisés, Agence de l'eau Adour-Garonne – Ville de Paris.

MEDITERRANEE

Tunisie - Algérie

2 programmes de solidarités mis en œuvre

ODD : 5. Egalité des sexes ; 10. Réduction des inégalités ;

Objectif 1 : Agir pour des territoires inclusifs et durables

Favoriser l'accès aux droits fondamentaux et aux services essentiels

(Modes d'action : Développement local – Double-espace)

Diagnostiques territoriaux participatifs

- Animation de « Clubs Synergie » pour la production de diagnostics territoriaux et l'identification de priorité locale pour les jeunes de Tiaret (Algérie)
- Organisation d'ateliers participatifs sur les enjeux territoriaux (mobilités, services, ressources) à Sfax, Médenine et Mahrès (Tunisie)

Renforcement de capacités des jeunes et des acteurs locaux

- Form'Actions en journalisme citoyen pour renforcer les capacités d'expression et de production de contenus (Mahrès – Tunisie)
- Formations à l'Economie Sociale et Solidaire pour favoriser l'intégration de cette approche dans les dynamiques locale

Objectif 2 : Réduire les inégalités et favoriser la cohésion sociale

Lutter contre les discriminations et encourager le vivre-ensemble

(Modes d'action : Education populaire, pratiques partenariales)

Animation d'espaces de dialogue et de participation citoyenne

- Animation de 5 espaces d'échanges (ateliers participatifs, thé-palabres) autour des enjeux sociaux et territoriaux à Sfax, Médenine et Mahrès (Tunisie)
- Organisation de rencontres favorisant les échanges entre 31 jeunes et acteurs territoriaux

Objectif 3 : Créer les conditions d'une économie collaborative

Favoriser une économie locale innovante et redistributive

(Modes d'action : Développement local, partenariats stratégiques, Double-espace, gestion des connaissances et recherche)

Soutien à l'entrepreneuriat des jeunes

- Festival « Hackathon » pour accompagner les initiatives entrepreneuriales (120 participants) à Médenine (Tunisie)

Structuration des dynamiques économiques locales (ESS)

- Animation d'espaces de dialogue autour de l'économie sociale et solidaire (clubs synergie ESS) pour structurer des initiatives économiques locales

Mise en réseau et coopération entre territoires

- Organisation de missions et d'échanges entre acteurs territoriaux dans une logique de coopération (Médenine, Beni-Khedache et double-espace).

Nos partenaires financiers : Union européenne – AFD

FRANCE

Ile-de-France, Hauts-de-France, Haute-Normandie

16 programmes de solidarités mis en œuvre

ODD : 3. Bonne santé et bien-être ; 8. Travail décent et croissance économique ; 10. Réduction des inégalités ; 11 : Ville et communauté durable ; 17. Partenariats pour les objectifs de développement durables

Objectif 1 : Agir pour des territoires inclusifs et durables :

Enjeu : Soutenir des systèmes alimentaires durables :

(Modes d'action CIS : Développement local)

Dispositifs de sensibilisation et d'expérimentation (en Ile-de-France)

- Organisation de 4 clubs « Métiers » pour faire découvrir les filières de l'agriculture et de l'alimentation durables
- Mise en œuvre de 10 journées d'immersion agricole pour acquérir des compétences en agroécologie
- Activités d'expérimentation autour de cultures allochtones et d'innovations dans le secteur alimentaire

Enjeu : Favoriser l'accès aux droits fondamentaux et services essentiels

(Modes d'action CIS : Développement local, Actions de plaidoyer)

Accès aux droits des personnes immigrées vieillissantes

- Permanences d'accès aux droits et animations collectives en Ile-de-France en Haute Normandie auprès de publics seniors immigrés (342 personnes accueillies)
- Parcours d'accompagnement "bien vieillir" (62 bénéficiaires – 60 ans et +) à travers des ateliers (prévention, accès aux droits, bien-être) en Seine-Maritime

Inclusion numérique et accès aux droits

- 35 participants au cursus d'inclusion numérique des personnes âgées immigrées (accès aux droits socio-sanitaires, dématérialisation, lutte contre l'isolement) en Île-de-France.

Renforcement des acteurs socio-sanitaires

- Formation de 141 professionnels sociaux, médico-sociaux et sanitaires intervenant auprès de publics seniors immigrés (Île-de-France).

Objectif 2 : Réduire les inégalités et favoriser la cohésion sociale :

Enjeu : Lutter contre les discriminations et encourager le savoir vivre-ensemble

(Modes d'action : Développement local, Éducation populaire, Actions de plaidoyer, Production de connaissances et capitalisation)

Education aux migrations (ECSI)

- Form'actions pour déconstruire auprès de 60 personnes (élu.e.s, services territoriaux, étudiants...) les idées reçues sur les migrations (Hauts-de-France, Ile-de-France, Région Centre Val de Loire...)
- Accompagnement de jeunes (15–30 ans) au montage de projets et financement de 3 initiatives (environ 120 participants)
- Ateliers de sensibilisation « ODD & Migrations » auprès de 106 élèves et de jeunes en centres sociaux– Lille

Objectif 3 : Créer les conditions d'une économie collaborative :

Enjeu : Favoriser une économie locale inclusive et redistributive

(Modes d'action : Développement local)

Dynamiques économiques territoriales

- Accompagnement de 23 personnes porteurs de projet en situation de précarité dans leurs initiatives économiques en Ile-de-France
- Mise en réseau d'acteurs locaux (associations, centres sociaux, collectivités) et animation de coopérations territoriales

Appui à l'insertion et à l'entrepreneuriat

- Accompagnement de publics précaires vers l'emploi et l'activité économique (insertion, accompagnement de projets) (plusieurs dizaines de bénéficiaires selon dispositifs)
- Formation et accompagnement de structures et de 140 professionnels pour le développement d'actions sociales et économiques

Nos partenaires financiers : UE (FAMI, FSE+, DEAR), Erasmus +, Horizon 2020)

Etat : AFD, ANCT, ministère de l'Intérieur (DIAN) ; Préfectures : Ile de France, Paris, et Nord, DRIEETS de Paris de Seine Saint Denis, DRIETTS Ile-de-France, DDETS du Nord
Collectivités : Mairie de Paris, de Montreuil, de Grigny, de Lomme, de Lille / Métropole européenne de Lille, Métropole de Rouen-Normandie, Départements de l'Essonne, du Val de Marne, de Seine Saint Denis ; Région Centre-Val de Loire, Conférences des financeurs de Haute Normandie, de Seine-Saint Denis et de Paris, CARSAT Rouen – Normandie.

Fondations & aides privées : Fondation d'entreprise des solidarités urbaines – FESU, Fondation Raja Danièle Marcovici

DOUBLE-ESPACE

Mauritanie – France, Sénégal – France, Tunisie -France

3 programmes de solidarité

ODD : 5. Egalité des sexes ; 8. Travail décent et croissance économique ; 10. Réduction des inégalités ; 17. Partenariats pour les objectifs de développement

Objectif 1 : Agir pour des territoires inclusifs et durables

Enjeu : Favoriser l'accès aux droits fondamentaux et services essentiels

(Modes d'action CIS : Développement local, production de connaissances)

Appui aux coopérations territoriales et échanges entre collectivités :

- Organisation de la mission double-espace en France (21 avril – 1er mai 2025) des élus de la commune de Matam pour renforcer les coopérations avec les acteurs institutionnels, associatifs et la diaspora matamoise (coopération décentralisée avec la Ville de Firminy, Association Matam à cœur...)
- Organisation de missions d'échanges territoriaux « acteurs de Médenine et Béni Khedache » associant acteurs locaux et diasporas pour structurer les dynamiques de coopération entre territoires d'origine et de destination (notamment mission double-espace du 20 au 27 avril 2025).

Production de connaissances et mise en dialogue des territoires :

- Animation de rencontre multi-acteurs et de capitalisation des expériences territoriale à Rufisque réunissant 4 collectivités (Rufisque, Ziguinchor, Montpellier, Seine-Saint-Denis) autour des politiques alimentaires territoriales.

Objectif 2 : Réduire les inégalités et favoriser la cohésion sociale

Enjeu : Lutter contre les discriminations et encourager le savoir-vivre ensemble

(Modes d'action CIS : Éducation populaire, plaidoyer, production de connaissances)

Valorisation des diasporas et production de récits :

- Production de la « Une des territoires » vidéo produite par 3 jeunes de la diaspora mauritanienne sur la transmission culturelle et les dynamiques intergénérationnelles au sein de la diaspora.
- Organisation de 3 tables rondes « Récit, Réseau, Rayonnement : le soft power de la diaspora » lors de la rencontre « La fabrique de la diplomatie » (plus de 600 participants)

Objectif 3 : Créer les conditions d'une économie collaborative

Enjeu : Favoriser une économie locale innovante et redistributive
(Modes d'action CIS : Développement local)

Mobilisation des diasporas et dynamiques économiques transnationales :

- Organisation de voyages d'échanges et participation à 4 événements internationaux (Sénégal, Nouadhibou, France (2)) pour renforcer les synergies entre acteurs économiques, collectivités et diasporas mauritaniennes autour des enjeux de développement territorial.

Appui aux filières économiques et aux territoires :

- Organisation d'ateliers de croisement d'expériences sur la transformation agro-alimentaires entre les acteurs de Rufisque et de Montpellier pour identifier des leviers communs de développement (rôle des TPME, approche terroir, partenariats public-privé).

Partenaires financiers : UE, AFD, CCFD-TS, Région Centre-Val de Loire, Secours Catholique, CFSI, Montpellier Méditerranée Métropole, Conseil Départemental de Rufisque, Fondation Carasso, CIRAD.

LES FINANCES 2025

Le budget réalisé en 2025 s'élève à 9,05 M€ et présente un équilibre entre charges et produits, avec un léger excédent de 27 k€. La forte progression par rapport au budget 2024 (+14 %) est principalement liée à la pleine mise en œuvre des programmes multi pays dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal.

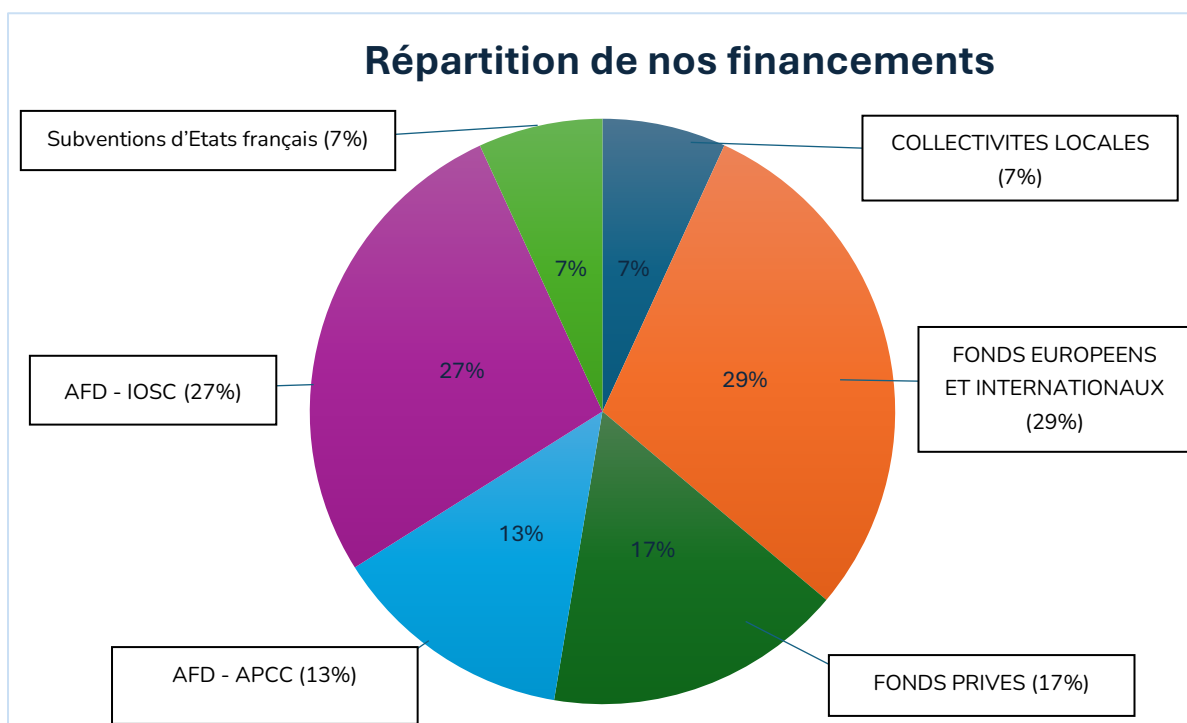
Le total du bilan se stabilise à 14,7 M€ et demeure à un niveau confortable, permettant de soutenir l'activité sur les deux prochaines années, malgré un contexte général sur les financements actuellement tendu.

Nos sources de financement

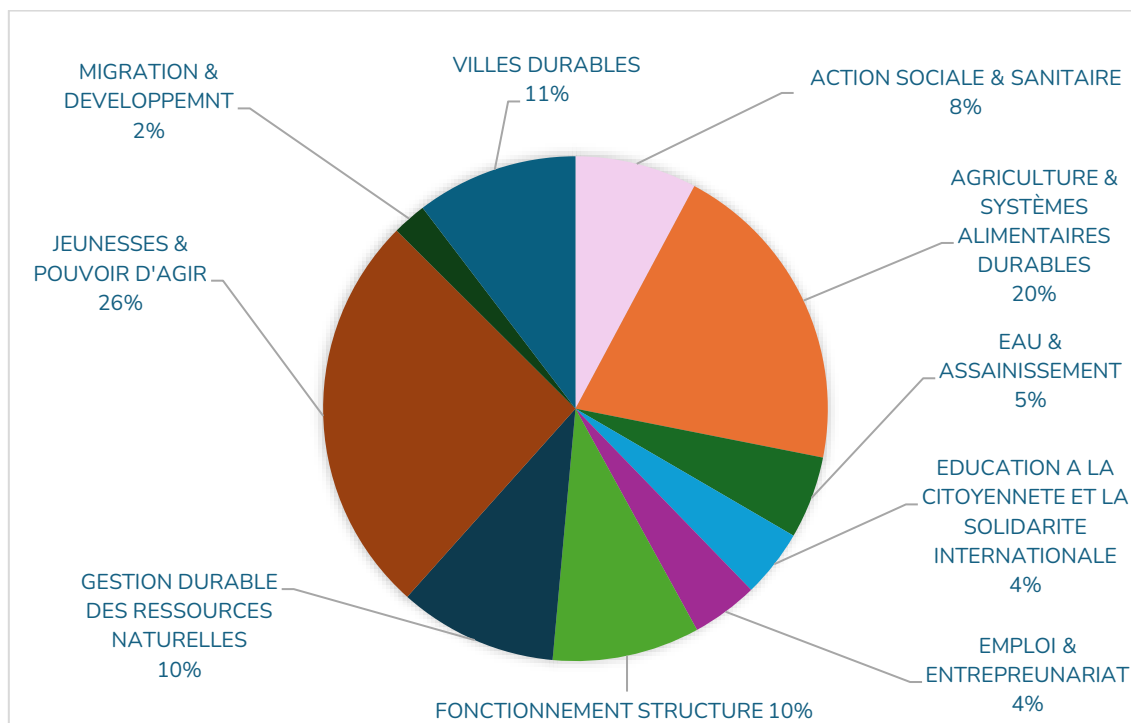
Les financements cumulés de l'AFD, issus des projets Initiative OSC (IOSC, 27%) et des projets Crise et Conflit (APCC, 13 %), représentent 40 % de nos ressources en 2025. Ils enregistrent une progression de 10 % par rapport à 2024, en raison de décaissements importants sur plusieurs projets, notamment le Programme Concerté Pluri-Acteurs (PCPA) Graines de Citoyenneté en Mauritanie.

Les fonds européens constituent notre deuxième source de financement, avec 29 % du budget réalisé en 2025, en légère baisse par rapport à 2024 (-6 %).

Enfin, les fonds privés reculent également de 7 %, au profit des financements publics (État et collectivités), qui atteignent 14 % des ressources (contre 10 % en 2024), portés par le développement des activités en France.



Nos principales activités



Les programmes multipays dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal ont structuré une part importante de nos actions en 2025, autour des enjeux de cohésion sociale, de gouvernance locale et de résilience des territoires. Les actions en direction des jeunes et du renforcement des organisations de la société civile se poursuivent également, notamment en Mauritanie, en Afrique du Nord et en France.

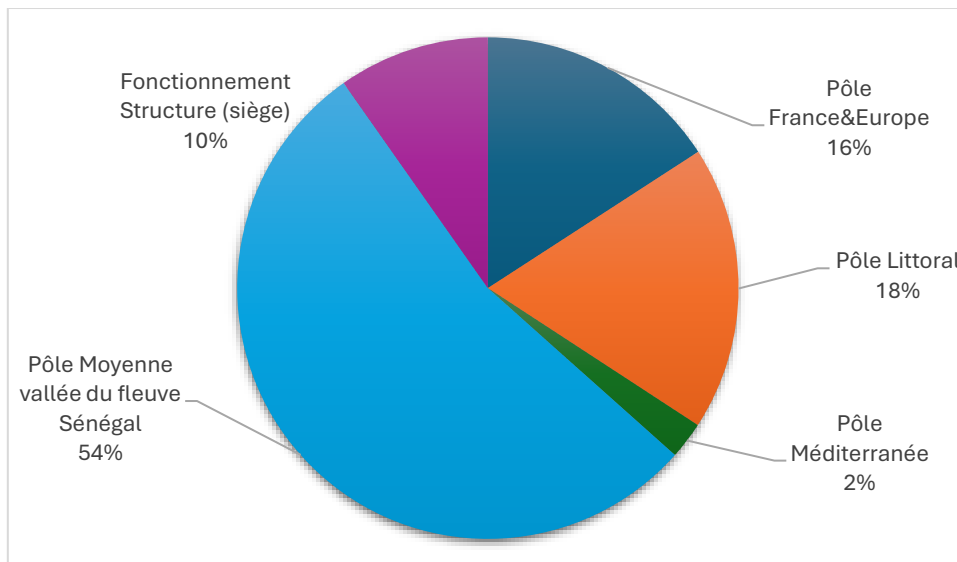
L'agriculture et les systèmes alimentaires durables demeurent un axe majeur de notre activité, en lien avec les dynamiques territoriales et les enjeux de sécurité alimentaire. En France, les projets à dimension sociale et sanitaire se consolident auprès des publics les plus vulnérables. Les activités de développement local, d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) conservent une place importante, tandis que les interventions sur les villes durables et la gestion des ressources naturelles s'inscrivent dans la continuité des programmes en cours.

Répartition géographique de nos activités

La moyenne vallée du fleuve Sénégal (Mali, Mauritanie, Sénégal) accueille la majeure partie de nos activités, toujours portée par la mise en œuvre des programmes multipays importants et par le programme Concerté Pluri-Acteurs « Graines de Citoyenneté ». L'activité en France se maintient à un niveau soutenu grâce aux programmes européens et nationaux ainsi qu'aux actions sociales et éducatives. Le pôle littoral conserve une place significative malgré des évolutions contrastées selon les pays, avec des

perspectives de consolidation. En Méditerranée, l'activité se poursuit dans un contexte contraint pour les partenaires de terrain.

Enfin, le siège et la vie associative continuent de jouer un rôle structurant dans l'animation, la coordination et la stratégie de l'association.



LE GRDR DANS LES RESEAUX

En France et en Europe

COORDINATION SUD (CSUD) : CSUD a poursuivi en 2025 la veille et le plaidoyer pour lutter contre les baisses successives de l'Aide Publique au Développement qui ont touché les organisations de la société civile (OSC) (- 63 % du budget dédié au dispositif I-OSC de l'AFD entre 2024 et 2026). Le Grdr a particulièrement soutenu la mise en place de la campagne d'influence pour la solidarité internationale (à la fois médiatique et publicitaire, digitale et de mobilisation citoyenne) qui sera développée en 2026-2027 entre la campagne pour les municipales et l'élection présidentielle.

A travers ONG-LAB, l'étude commencée fin 2024 intitulée « Poursuivre, s'adapter ou se réinventer face à des vents contraires : quelles capacités d'agir pour les organisations de solidarité internationale aujourd'hui ? » a été restituée à l'automne 2025 et pose un constat : « *Nous ne vivons pas une inflexion dans une trajectoire, nous faisons face à une rupture qui impose un nouvel équilibre restant à définir* ». Le Grdr a ainsi participé à l'identification des cinq grandes remises en cause qui traversent les organisations de solidarité internationale : la réduction des financements, la contraction des espaces civiques, la remise en cause des mobilités, l'évolution des postures partenariales et la fragilisation de l'action humanitaire. Face à ces grands défis qui fragilisent le secteur, CSUD a aussi mis en place un FRIO (Fonds de Renforcement Institutionnel et Organisationnel) d'urgence pour les OSC.

Parallèlement, le Grdr est chef de file du Groupe de Réflexion Autonome (GRA) qui rassemble dix OSC spécialisées sur les articulations « migrations et développement ». Il a participé à un travail collectif sur toute l'année 2025 afin de clarifier, consolider et harmoniser les messages clés portés par CSUD sur les enjeux migrations et solidarité internationale. Les 4 documents complémentaires intitulés « modules de plaidoyer » visent ainsi à renforcer la cohérence des prises de position du collectif, à outiller les organisations membres dans leurs actions de plaidoyer et de sensibilisation, et à sécuriser les prises de parole publiques sur des enjeux fortement politisés.

Enfin, dans le cadre de ses orientations stratégiques 2023-2028, CSUD a engagé une réflexion visant à se doter d'une « stratégie d'adhésion clarifiée et assumée » (2026).

GROUPE INITIATIVES (Gi) : Le Grdr est membre du CA et vice-président du Gi. En 2024, le collectif a lancé les activités du programme « SynerGi » (2024-2027) dont les objectifs sont de renforcer les pratiques collectives (Traverses, Groupes métiers) et d'approfondir les échanges dans le cadre des « pôles géographiques » (Initiative

Fleuve Sénégal, Madagascar, Haïti, Cambodge), tout en poursuivant le dialogue avec les différentes institutions (MEAE, AFD, Expertise France, UE...).

En 2025, le Grdr était co chef de file avec CRAterre du Traverses N°54 intitulé « *Faire converger les solidarités : agir à l'international et en France face aux enjeux communs* », dont les travaux font échos aux défis partagés (ODD) relevés par le Grdr dans le CIS 2025-2030. Une note de positionnement a été rédigée et adoptée à l'unanimité en mars 2026 qui servira de support à notre plaidoyer pour renouveler les logiques de co-opération et nos pratiques partenariales autour des ODD.

LE COMITE FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE (CFSI) : Le Grdr est actif au sein des deux programmes structurant de l'action du CFSI : il est membre du Comité d'orientation et de suivi du programme PAFAO (Promotion de l'Agriculture familiale en Afrique de l'Ouest) et du Comité stratégique du programme CAAC (Coopérer Autrement en Acteurs de Changement : projets WECCO avec la Métropole Montpellier Méditerranée et JADE avec le Département de la Seine Saint-Denis). Le forum final de la troisième phase du Programme CAAC intitulé « *Transformer la coopération : changer de regards, changer de pratiques* » a été organisé en mars 2026 pour restituer, partager et mettre en débat les apprentissages issus d'une décennie de mise en œuvre qui s'est ancrée dans un monde en bouleversement et dans l'actualité brûlante sur les nécessaires transformations du secteur.

LE F3E : Le Grdr s'inspire des Approches Orientées Changement (AOC) pour mettre en place les dispositifs de suivi et d'évaluation de l'impact de ses projets (MAVIL, ODDyssée, Graines de Citoyenneté. Il a participé aux temps collectifs d'élaboration des orientations stratégiques 2026-2032 du « réseau d'apprentissage collectif ». Le F3E a aussi préparé la révision de ses statuts : ouverture aux acteurs intervenant prioritairement en France, priorité sur les approches intersectionnelles de genre et écologiques, la décolonialité et la gouvernance des connaissances et l'Intelligence artificielle (IA).

LE CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT (CRID) : Le Grdr est membre du CRID. En 2025, le CRID a mené un ensemble d'actions de mobilisation, de sensibilisation et de solidarité internationale : l'Université d'Été des Mouvements Sociaux et des Solidarités (UEMSS) à Bordeaux (23-26 août), le FESTISOL sur la thématique de la justice climatique et des solidarités internationales (novembre), la mobilisation pour les droits des migrant-e-s et la solidarité internationale (Journée Internationale des Migrants du 18 décembre).

En parallèle, le Grdr suit de près les travaux du collectif « **Vox Public** » et de l'**Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA)** qui militent pour une société juste et tolérante et proposent des actions pour agir en faveur des droits des personnes exilées et proposer une autre politique.

Le Grdr est aussi membre de deux réseaux sectoriel sur « l'eau et l'assainissement » : **LA COALITION EAU** qui a pour objectif de « *contribuer à la mise en œuvre des droits*

humains à l'eau et à l'assainissement et à la gestion durable et équitable de l'eau » et **LE PROGRAMME SOLIDARITE-EAU (pS-Eau)** qui a pour mission de « Faciliter et renforcer les actions de solidarité internationale dans les domaines de l'eau potable, de l'assainissement et de l'hygiène ».

En région Île-de-France

CITE DES METIERS : Le Grdr est membre permanent du Comité stratégique de la Cité des métiers avec les partenaires institutionnels (DRIEETS, Région Île-de-France, ville de Paris), qui permet d'inscrire notre action en articulation avec les orientations des politiques publiques dans les domaines de l'insertion et de l'évolution professionnelle, et de sensibiliser les acteurs du droit commun aux enjeux de l'intégration et de l'inclusion sociale et économique des migrants.

En région Hauts-de-France

Le Grdr est membre de **LIANES COOPERATION**, le Réseau Régional Multi-Acteurs (RRMA), de l'association **Acteurs pour une Economie Solidaire (APES)** et du **RADyA**, le Réseau des Acteurs de la Dynamique des Ateliers Socio Linguistiques organisme de formation auprès des professionnels.

En Normandie

Depuis 2024, le Grdr est membre du **RÉSEAU SANTÉ PRÉCARITÉ** de la Métropole Rouen Normandie, coordonné par l'association Emergence-s.

En Europe

ALLIANCE TO FIGHT POVERTY : Le Grdr est membre de cette coalition depuis 2018 et a participé aux temps forts du réseau pour développer de nouveaux cadres d'analyse autour de la gouvernance participative et des narrations ayant trait à la migration à l'échelle européenne. Ces échanges ont abouti au projet « *Opportunities* » (2021-2024) puis au projet « *Involve : Involve for trustful, participatory and inclusive public policies* » sur les enjeux de participation et de démocratie dans les politiques sociales en Europe (2023-2026, en cours). Ce projet réunit 11 partenaires : 6 laboratoires de recherche et 5 ONG dans 8 pays (Belgique, Suisse, France, Allemagne, Irlande, Portugal, Italie, Pologne). Le Grdr pilote les actions France en partenariat avec l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS).

En Afrique de l'Ouest

Au Mali

FORUM DES ONG INTERNATIONALES AU MALI (FONGIM) : le FONGIM regroupe la majorité des ONG internationales au Mali, avec pour mission d'offrir à ses membres un cadre de partenariat et de concertation entre tous les acteurs de développement, notamment les autorités institutionnelles. En 2025, mais aussi depuis mars 2026 et l'adoption de l'ordonnance portant création de l'ANICT-ACAF (Agence nationale d'investissement des collectivités territoriales et d'appui au contrôle des associations et fondations) qui impose une contribution obligatoire de 10 % sur les ressources des associations et fondations, le FONGIM associé à l'ensemble des collectifs et faitières d'OSC au Mali a renforcé le dialogue pour défendre les libertés associatives et s'opposer à cette décision qui comporte des risques à la fois pour la continuité des actions humanitaires et de développement, la viabilité du tissu associatif national et la mobilisation et la stabilité des financements internationaux au Mali.

LE COMITÉ OUEST-AFRICAIN POUR LES SEMENCES PAYSANNES (COASP-MALI) : Le COASP-MALI est un cadre de concertation d'organisations engagées dans la promotion des semences paysannes et la reconnaissance de l'importance des systèmes semenciers paysans dans l'alimentation et l'agriculture, notamment en termes de souveraineté alimentaire. En 2025, le COASP-Mali a participé à l'organisation de foires des semences paysannes au Mali ainsi qu'à une foire au Togo (échanges régionaux). Il a mis en place un outil numérique commun visant à faciliter l'identification et le suivi des stocks de semences disponibles au sein des organisations membres au Mali. Enfin, il a contribué au processus de révision de la politique nationale semencière afin d'y renforcer la prise en compte des semences paysannes. Le Grdr, en tant que membre actif et point focal pour la région de Kayes, a joué un rôle clé dans la coordination de ces actions et dans l'animation du réseau à l'échelle régionale.

LE CADRE DE CONCERTATION MULTI-ACTEURS POUR LA PROMOTION DE L'AGROÉCOLOGIE EN REGION DE KAYES (CCK) : Créé en 2018, le CCK regroupe 41 organisations de la région de Kayes (services techniques, ONG, organisations de producteurs, organisations des femmes transformatrices de produits agroalimentaires, organisations de consommateurs...) afin de faciliter les échanges et la mutualisation entre les acteurs du programme « Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire (TAPSA) ». En 2025, le CCK a renforcé son rôle de catalyseur des dynamiques territoriales en faveur de la souveraineté alimentaire (Journée mondiale de la consommation locale, Caravane sur la justice climatique, Journée nationale de l'agroécologie et de l'agriculture biologique). Il a enfin mis en place le Système Participatif de Garantie (SPG-TCHI-HORON Kayes), premier outil de certification locale par les pairs, piloté par le Grdr, pour valoriser et garantir la qualité des produits issus de l'agroécologie paysanne.

LA PLATEFORME NATIONALE DE LA CONVERGENCE GLOBALE DES LUTTES POUR LA TERRE ET L'EAU OUEST-AFRICAINE est un mouvement social non formalisé de paysans et de défenseurs des droits humains qui a été mis en place à la suite de l'organisation du Forum Social Africain de Dakar (2014) qui compte 15 plateformes nationales de pays différents. En 2025, elle a renforcé ses actions de plaidoyer en faveur de l'agroécologie et des semences paysannes en élaborant un plan de campagne digitale d'information et de sensibilisation visant à informer les publics sur les enjeux liés à la préservation des ressources naturelles, à la souveraineté alimentaire et aux systèmes semenciers paysans. Les organisations membres sont engagées pour la défense des droits des populations rurales et la promotion d'alternatives durables face aux défis climatiques : à Kayes, le Grdr a contribué à l'élaboration des messages de sensibilisation et a participé à l'animation d'émissions radio.

LA PLATEFORME DE L'AGROECOLOGIE PAYSANNE (PF-AEP) : Le Grdr est membre de la PF-AEP est animée au niveau national par la Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP) du Mali. Elle a pour mission de valoriser les produits de l'agroécologie paysanne et est une instance de plaidoyer pour la prise en compte de l'agroécologie dans les politiques agricoles et alimentaires. En 2025, la PF-AEP a contribué à l'élaboration d'une note méthodologique pour la mise en place de plateformes régionales, en s'inspirant du modèle du CCK dans la région de Kayes. Le Grdr a pris part à ce processus en apportant son expertise et son expérience des dynamiques territoriales. Par ailleurs, la PF-AEP a développé un outil numérique visant à identifier et caractériser les bonnes pratiques d'agroécologie paysanne au Mali, afin de faciliter leur diffusion à l'échelle nationale.

Au Sénégal

LA PLATEFORME DES ONG EUROPEENNES AU SENEGAL (PFONGUE) : La PFONGUE est un réseau de 90 ONG européennes œuvrant au Sénégal pour le développement économique, social et culturel, dont le but est de renforcer l'efficacité de l'action collective à travers la concertation, le partage d'expériences et la diffusion d'informations. Depuis 2024, ses interventions s'articulent autour de quatre axes stratégiques : Information, Formation, Networking et Plaidoyer. En 2025, la PFONGUE a mis en œuvre deux cycles d'ateliers sur (i) le cadre légal d'action des ONG financée par l'Ambassade de France au Sénégal et en Gambie) et (ii) la mutualisation des données entre ONG (financements AECID). En 2026, elle soutient la structuration du secteur associatif avec les programmes *XAM Numérique* (intégration du digital et de l'IA dans les organisations) et *XAM Logistique* (renforcement des capacités en achats et chaînes d'approvisionnement). Elle a également consolidé ses partenariats institutionnels par la signature de conventions avec la DGAT (Direction Générale de l'Administration Territoriale) du ministère de l'Intérieur et le ministère de l'Économie, confirmant son rôle d'interface entre les ONG, l'État et les partenaires du développement.

En Guinée-Bissau

LA PLATEFORME DES ACTEURS DU PAYSAGE JETA-PCIXE-CACHEU : Le Grdr participe à cet espace multi-acteurs de concertation et de coordination soutenu par Wetlands International dans le cadre de l'initiative Wetlands for Resilience (W4R). Impulsée dès 2023, la plateforme a été officiellement lancée le 16 avril 2025 sous la présidence de Mme Aïssa Regala de Barros, Directrice générale de l'Institut de la Biodiversité et des Aires Protégées (IBAP), représentant le ministre de l'Environnement, de la Biodiversité et de l'Action Climatique. Elle a pour but de renforcer le dialogue inter-institutionnel, la gouvernance territoriale et la complémentarité des actions en faveur de la conservation et du développement durable du paysage Jeta-Pecixe-Cacheu. Le Grdr y participe aux côtés des différents acteurs institutionnels, communautaires et techniques, impliqués dans la gestion du paysage. En 2025, quatre rencontres ont permis de consolider une vision stratégique commune, de renforcer les mécanismes de concertation et de promouvoir des actions territoriales intégrées.

Sur le littoral (Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal)

LE COLLECTIF 5 DELTAS (C5Δ) : Le Grdr est membre fondateur (2014) de ce collectif composé de 14 acteurs issus du Sénégal, de Gambie et de Guinée Bissau, ancrés dans des territoires dans les 5 deltas du Fleuve Sénégal, du Saloum, de la Gambie, de la Casamance et du Rio Cacheu. Ses membres partagent des valeurs (Charte) et une approche commune centrée sur l'humain et la gestion participative, équitable et durable des ressources. Son plan d'action est structuré en 3 axes : (i) Renforcer les synergies littorales, entre membres du C5Δ et avec les universités, les acteurs nationaux, régionaux et nationaux de la conservation, (ii) Soutenir les initiatives locales de gouvernance citoyenne des écosystèmes littoraux et (iii) Mener un plaidoyer et des actions de sensibilisation collectives en faveur de la protection de la biodiversité dans les territoires de mangroves. Ses membres sont souvent membres du **PARTENARIAT REGIONAL POUR LA CONSERVATION DE LA ZONE COTIERE ET MARINE (PRCM)** et insèrent leurs actions dans l'agenda politique environnemental de l'Afrique de l'Ouest, notamment du Sénégal qui accueillera en mars 2027, le 6^{ème} Congrès International sur les Aires Marines Protégées (IMPAC 6).